



I. Résumé du projet

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Numéro du projet¹ :									
Intitulé du projet :	Mchango wetu kwa Amani – Engagement des groupes armés pour la paix								
Organisation lead :	Interpeace								
Membres du consortium :	<ul style="list-style-type: none"> - Interpeace - Action pour la Paix et Concorde (APC) - Solidarité des femmes activistes pour la Défense des Droits Humains (SOFAD) 								
Des organisations bénéficiaires² :	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de suivi du Cessez-le-feu de Minembwe - Commission Interprovinciale d'Appui au Processus de Sensibilisation, Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire (CIAP-DDRC) - Cadre de concertation Intercommunautaire (CCI) 								
Zone prioritaire et groupements ciblés	Territoires Uvira (Chefferie de Bavira, Chefferie de Bafuliiru, Chefferie de la Plaine de la Ruzizi) et Fizi (Secteurs Lulenge, Mutambala, Ngandja et Tanganyika) et Secteur d'Itombwe (Basimunyaka, Basimukinji I et II), Province du Sud-Kivu.								
Cout total du Projet : Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : Contributions propres : Autres Contributions :	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td>Cout total pour PNUNO</td> <td style="text-align: right;">\$ 699 823</td> </tr> <tr> <td>7% AG GMS</td> <td style="text-align: right;">\$ 48 988</td> </tr> <tr> <td>1% AG Activités d'assurance financière</td> <td style="text-align: right;">\$ 6 998</td> </tr> <tr> <td>GRAND TOTAL</td> <td style="text-align: right;">\$ 755 809</td> </tr> </table>	Cout total pour PNUNO	\$ 699 823	7% AG GMS	\$ 48 988	1% AG Activités d'assurance financière	\$ 6 998	GRAND TOTAL	\$ 755 809
Cout total pour PNUNO	\$ 699 823								
7% AG GMS	\$ 48 988								
1% AG Activités d'assurance financière	\$ 6 998								
GRAND TOTAL	\$ 755 809								
Durée du projet : 18 mois	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;">Date de démarrage prévue : 01/11/2020</td> <td style="width: 50%;">Date d'achèvement prévue : 30/04/2022</td> </tr> </table>	Date de démarrage prévue : 01/11/2020	Date d'achèvement prévue : 30/04/2022						
Date de démarrage prévue : 01/11/2020	Date d'achèvement prévue : 30/04/2022								
Focus Thématique (en lien avec les piliers I4S + objectives spécifiques de l'AAP)	Cette proposition vise à travailler sur la thématique générale des « Groupes armés » et s'inscrit dans le cadre de deux piliers programmatiques de l'ISSSS, à savoir le pilier 1. Dialogue démocratique, et le pilier 5. Femmes-Paix-Sécurité, autour desquels sera structuré le cadre logique de l'intervention mise en œuvre dans le cadre de cette soumission. De plus, un projet pilote s'inscrivant dans le cadre du pilier 4 « Réintégration, Retour et Relance Economique » soutiendra des anciens combattants dans un processus communautaire de réintégration psycho-social et économique, et de réconciliation et guérison des traumatismes.								

¹ A compléter par l'Agent Administrative/MPTF-O

² Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.



	<p>Objectif spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents liés à la dynamique des groupes armés dans les zones prioritaires.</p> <p>Objectif Spécifique 2 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.</p>
<p>Note sur le Genre (Gender Marker) et justification :</p>	<p>Interpeace et ses partenaires sont convaincu que la prise en compte de l'approche genre est une contribution importante. Dans le cadre de ce projet, les interventions au sein des deux objectifs spécifiques prendront en compte les besoins spécifiques des femmes, des jeunes filles et des jeunes hommes. Les dynamiques de genre seront prises en compte lors pour comprendre le contexte, les conflits et les besoins liés au DDR. Les femmes et les hommes seront engagés dans toutes les discussions qui visent la paix et la cohésion sociale. L'intégration des femmes, des jeunes et des hommes passera par l'identification de leaders communautaires capables d'engager leurs communautés dans des discussions constructifs et apaisés. Toutes les actions de ce projet veilleront à faciliter et à permettre la promotion de la représentativité et partant de la participation des femmes et des jeunes dans la réalisation de chaque objectif spécifique du projet. En particulier, les leaders femmes seront soutenues pour contribuer au développement d'une stratégie de DDR communautaire qui prenne en compte les dynamiques de genre et les rôles que les femmes peuvent jouer dans sa mise en œuvre et son suivi.</p>
<p>Objectifs spécifiques et leurs résultats</p>	<p>O.S.1</p> <p>Résultat spécifique 1 : Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDR communautaire entre les ministères et institutions concernés aux niveaux national et provincial</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produit 1.1 : Une cartographie des processus antérieurs et des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu (avec un accent sur les hauts et les moyens plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe), comprenant une analyse des leçons apprises, des bonnes pratiques, et des lacunes à combler (y compris avec un accent sur la dimension genre), est produite - Produit 1.2 : Une compréhension commune sur la division des rôles et responsabilités liés au DDR-C est atteinte entre les autorités au niveau national et provincial <p>Résultat spécifique 2 : Une stratégie de DDR centrée sur les communautés est conçue, validée et approprié par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produit 2.1 : Une stratégie de DDR communautaire est produite par les communautés impliquées dans le conflit dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe - Produit 2.2 : Une reconnaissance de la stratégie de DDR-C est exprimée par les ministères et les institutions gouvernementales aux niveaux provincial et national <p>Résultat spécifique 3 : Un projet pilote, ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psycho-sociale et économique et renforce la cohésion sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produit 3.1 : Des groupes de sociothérapie sont établis, fonctionnels et ancrés au sein de la communauté



	<ul style="list-style-type: none"> - Produit 3.2 : Renforcement des compétences de 20 ex-combattants et 20 jeunes nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'un processus de guérison des traumatismes et de réintégration - Produit 3.3. : Une initiative socio-économique développée, mise en œuvre et gérée conjointement par les membres du projet pilote promeut la « réconciliation en action » <p>O.S.2</p> <p>Résultat spécifique 4 : Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés, elles sont équipées et soutenues par la communauté pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produit 4.1 : Les connaissances et les compétences en matière de médiation et de négociation des femmes des communautés impliquées dans le conflit des hauts et moyens plateaux sont renforcées - Produit 4.2 : Les femmes formées mènent des activités de sensibilisation pour soutenir les efforts de DDR-C
<p>Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge, direct, indirect) :</p>	<p>Pour l'objectif spécifique 1 : Femmes, hommes, jeunes filles, jeunes garçons : 15 000 personnes seront directement touchées par les séances de mobilisations communautaires. Dans le cadre des activités communautaires, nous comptons sur la participation de 35% de femmes mais prévoyant également des activités uniquement avec des femmes et des jeunes filles. Les membres de groupes armés qui seront contactés seront autour de 3500 personnes. Nous travaillerons avec le Mécanisme National de Suivi (MNS) de l'accord cadre d'Addis-Abeba, le plan gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des conflits armés (STAREC) au niveau Provincial et National, les membres du Comité de suivi du Cessez-le-feu de Minembwe, les membres signataires des accords de Murhesa basés dans le Sud du Sud-Kivu, les membres de la commission interprovinciale basés au Sud-Kivu, les membres du Cadre de concertation Intercommunautaire et les leaders communautaires et politiques. Pour l'objectif spécifique 2 : Environ 120 femmes seront formées et pourront mobiliser à leur tour d'autres femmes appartenant à diverses communautés qui pourront servir comme des relais communautaires de messages de paix transmis par les femmes leaders.</p>



II. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

a. Analyse du contexte et des dynamiques de conflit

La République démocratique du Congo (RDC) a connu au cours de ces trois dernières décennies une succession de crises et de conflits armés et connaît une prolifération soutenue de groupes armés. Depuis des efforts d'éradication, de négociations, de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) de ces groupes ont été tentés avec peu de succès d'autant plus que les motivations et revendications de ces derniers sont aussi variées, enracinées dans l'histoire complexe de la région, ainsi que dans des luttes d'identité, d'accès au pouvoir et aux ressources. Parmi ces efforts, nous pouvons notamment citer le Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR) et les programmes de DDR I (2004), II (2008) et III (2014) qui ont qui n'ont porté beaucoup de fruits et de solutions durables.

Récemment, le Sud Kivu a vu une intensification des affrontements. Au dernier trimestre de 2019 et au premier trimestre 2020, le conflit s'est aggravé entre les Banyamulenge et une coalition de groupes armés d'autres communautés (notamment Babembe, Bafuliru, Banyindu, Babuyu). Alors que le conflit s'intensifiait, s'étendant progressivement à la plaine de la Ruzizi et risquant d'englober toute la région des Grands Lacs, et que les Forces armées de la RDC (FARDC) et la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) étaient accusées de ne pas faire assez pour prévenir les affrontements entre les groupes armés locaux à connotation ethnique, la nécessité de soutenir les efforts de cessez-le-feu et de médiation était évidente. Plusieurs initiatives de pacification ont été menées notamment par :

- Alert Internationale a appuyé un processus de dialogue intra-communautaires de cinq communautés (Babembe, Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu et Bavira) dans les hauts plateaux, dans le cadre du projet « Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani ». Ce processus a abouti à un plan d'action qui inclut un programme de DDR, le désenclavement de la zone, un processus de clarification des limites des entités politiques décentralisées, et un programme de relance économique ;
- Search for Common Ground pour le Consortium « Maji Ya Amani » en partenariat avec l'Initiative pour un Leadership Cohésif ont organisé du 18 – 21 Décembre 2019 une rencontre entre des représentants de 34 groupes armés, de l'armée, de la police, de la société civile, des députés nationaux et provinciaux à Murhesa. Cette rencontre a abouti à un engagement de cessation des hostilités signé par 32 groupes sur les 34 présents.
- Interpeace sous l'égide du Mécanisme National de Suivi (MNS) de l'accord cadre d'Addis-Abeba au nom du Gouvernement a lancé, sur base d'une analyse des initiatives précédentes, un processus de médiation intra- et intercommunautaire au niveau local et national afin de parvenir à un cessez-le feu et entamer ensuite une négociation entre les parties avec l'appui du gouvernement. Un premier forum, au sein de la communauté Banyamulenge a eu lieu en février 2020 et le deuxième, au sein de la communauté Babembe, a eu lieu en mars. A l'issue de ces rencontres respectives, les représentants ont signé une déclaration soulignant leur engagement à contribuer à la cessation de la violence et à la coexistence pacifique avec les autres communautés. A la mi-mars, alors que les violences continuaient, des négociations pour un cessez-le-feu ont été engagées à Uvira avec les chefs des groupes armés actifs dans les Hauts et Moyens plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itomwe) en attendant l'aboutissement du processus de pacification par les négociations intra-communautaires qui sont en cours et seront suivies des négociations intercommunautaires.
- Le gouvernement Congolais a mis en place une Commission Interprovinciale d'Appui au Processus de Sensibilisation, Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire (CIAP-DDRC) dans le Sud-Kivu et Nord-Kivu suite au passage du Président Félix Tshisekedi à Bukavu en Octobre 2019 au cours de laquelle le Chef de l'Etat avait demandé la mise sur pied d'un nouveau programme DDR en consultation avec les communautés, afin d'en assurer les meilleures garanties de succès. La CIAP-DDRC a comme mission la démobilisation de 50.000 ex-combattants dans les deux provinces.



Ces différentes initiatives de dialogue communautaires ainsi que la concertation des acteurs de paix actifs sur le terrain ont permis de relever les principaux défis qu'une stratégie DDR effective devra prendre en compte afin d'éviter les erreurs du passé :

Conflits interethniques et lien étroit entre communautés et groupes armés : L'appartenance ethnique est une donnée incontournable dans l'analyse des dynamiques des groupes armés actifs dans les zones prioritaires citées. En effet, ces derniers justifient leur existence par le besoin d'assurer la survie de leurs communautés respectives et protéger leurs intérêts essentiellement liés à l'accès et au contrôle des ressources (principalement la terre) et du pouvoir. Entre autres, les tensions entre les Banyamulenge et les autres communautés de la région, notamment les Babembe, Bafuliru, Banyindu, Babuyu et Bavira témoignent de la persistance du narratif autochtones contre allochtones. Néanmoins, les lignes de fractures communautaires vont au-delà du rapport autochtones contre allochtones. De nouvelles formes de regroupements communautaires, des tensions autour de la répartition des dividendes de l'engagement sociopolitique, la multiplication des groupes armés qui s'appuient sur un discours d'autodéfense et le flou, selon leurs revendications, autour de leurs statuts (groupes armés, groupe d'autodéfense, parti politique), une réinterprétation des initiatives de développement, de la participation aux projets communautaires – perçus comme favorisant l'une ou l'autre communauté - et autres tensions de cohabitation sont des facteurs supplémentaires qu'il est important de prendre en compte lors de la mise en œuvre d'initiatives de pacification pour des résultats durables.

Ingérence de groupes armés étrangers : A côté des groupes armés congolais, il existe une présence importante et dangereuse de groupes armés politico-militaires étrangers qui sont en alliance avec des groupes locaux. Récemment, le conflit dans le Sud-Kivu a été exacerbé par la crise diplomatique entre le Rwanda et le Burundi résultant de la crise électorale de 2015 au Burundi et de nouvelles alliances qui ont modifié l'équilibre du pouvoir dans cette partie de la RDC. Depuis l'on observe une résurgence de « mouvements insurrectionnels » Burundais et étrangers dont le FNL, FOREBU, RNC, FDRL-P5 et RED TABARA³. Au-delà des alliances avec les groupes locaux, le recours à ces derniers par l'armée Congolaise pour étouffer certaines rebellions a contribué à leur renforcement et alimenté le manque de confiance entre les communautés et la FARDC. Ils bénéficient également du soutien (financier et d'approvisionnement d'armes) de contrebandiers nationaux et étrangers qui profitent du climat d'insécurité qu'ils occasionnent pour piller les ressources naturelles du pays.

Dans le souci de régler cette question de groupes armés étrangers, l'on se doit de citer l'Accord-Cadre pour la Paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région signé à Addis-Abeba le 24 février 2013 qui a démontré la volonté de ramener la paix et la sécurité à l'Est de la RDC et de stabiliser durablement la région des Grands Lacs. La substance de cet accord consistait d'une part à promouvoir les principes de bon voisinage et aux Etats de la Région de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays voisins et de ne pas tolérer la présence des groupes armés ni de leur fournir de l'aide. Cependant, le Mécanisme de Suivi National n'a que récemment entamé son travail de mobilisation régional autour de cet accord afin de promouvoir le renforcement de l'intégration régionale et la définition d'une politique sécuritaire inter-frontalière commune.

Faiblesse de l'autorité de l'Etat : Les déclarations communautés Babembe et Banyamulenge - soumises au cours du processus de négociations de cessation de violences - citent unanimement la restauration de l'autorité de l'Etat comme priorité pour la stabilisation de la région. Au-delà des lacunes quant au maintien de la sécurité, les acteurs concertés - au sein des communautés et des organisations de la société civile (OSCs) actives dans la zone - ont invoqué le manque de coordination et parfois même la compétition entre institutions gouvernementales dans la gestion des défis cités comme entrave

³ Force Nationales de Libération (FNL), Forces républicaines du Burundi (FOREBU), Rwanda National Congress (RNC), Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDRL-P5) et Résistance pour un Etat de Droit au Burundi - RED TABARA



à la mise en œuvre de stratégies effectives ou du moins un suivi des étapes franchies aussi minimales soient elles.

Echec des programmes de réintégration : Plus particulièrement, en ce qui concerne les diverses tentatives de DDR, il est ressorti de consultations menées par Interpeace l'importance d'intégrer les efforts de DDR dans une approche globale de consolidation de la paix et d'impliquer les communautés pour qu'elles deviennent des parties intégrantes de la démobilisation. Notamment, les personnes consultées ont souligné l'insuffisance des programmes de **réinsertion** qui sont perçus comme récompensant les entrepreneurs de violence. En effet, se concentrer uniquement sur le renforcement des capacités des ex-combattants (par exemple à travers des formations sur l'entrepreneuriat) peut contribuer au rejet des efforts de réintégration par les communautés et dès lors à leur échec. Il apparaît notamment que l'intégration d'ex-combattants au sein de l'armée et des institutions publiques a progressivement poussé les communautés à vouloir s'armer pour se faire entendre et accéder à des ressources politiques, militaires ou économiques. Dès lors, il est important que des programmes de réintégration assure la contribution active des ex-combattants et des membres de la communauté, qu'ils offrent des opportunités aux uns et autres, qu'ils restaurent la dignité et les droits des uns et des autres, et qu'ils favorisent la réconciliation et renforcent la confiance mutuelle.

Manque de cohésion et coordination entre acteurs non-étatiques : Les acteurs non-étatiques contribuent de façon significative aux efforts de consolidation de la paix dans la région. Cependant ces initiatives sont menées souvent en isolation dû à la nature même du fonctionnement des organisations non gouvernementales (ONGs), tant nationales qu'internationales, et de la société civile qui sont en concurrence pour les fonds disponibles. Ce manque de cohésion et de coordination décrédibilise leurs actions aux yeux des acteurs du contexte qui, dans certains cas, les utilisent pour l'avancement leurs intérêts politiques ou pour profiter des gains économiques qui accompagnent les interventions humanitaires.

Les femmes et les jeunes dans les coulisses des négociations : Les conflits dans la région montrent que les femmes et les jeunes sont des cibles de premier plan. Ils sont à la fois victimes et auteurs de la violence. Comme victimes et bourreaux, les jeunes sont la cible des manipulations des politiciens et des groupes armés et constituent des potentielles recrues pour augmenter leurs effectifs. Les femmes, si elles ne sont soumises aux viols, prises en otage ou soumises à l'esclavagisme sexuel, doivent en plus prendre en charge les ménages en l'absence de leurs maris massacrés, pris en otage ou membres des groupes armés. Il a été démontré que ces dernières jouent parfois aussi un rôle central dans le recrutement en envoyant leurs fils au front pour défendre la communauté ou pourvoir aux besoins de la famille. Cependant, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des processus de DDR, les femmes et les jeunes sont rarement invités à la table des négociations - pour des raisons culturelles/traditionnelles et la prédominance des valeurs patriarcales dans la société Congolaise, ou parce qu'ils sont considérés comme apathiques dans les enjeux du conflit - ce qui laisse un maillon faible dans le processus. Néanmoins, quand elles y ont accès, elles peuvent jouer un rôle central dans les processus de réconciliation de par leur statut et leur capacité de fédération.

En conclusion, tous les défis cités ci-dessus témoignent d'un réel besoin d'une stratégie DDR inclusive et participative qui prenne en compte les intérêts, besoins et priorités de ces différents acteurs – au niveau communautaire ainsi qu'au niveau politique - pour une stabilité dans le Sud-Kivu.

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation globale

L'intervention vise à soutenir un processus inclusif dans lequel les communautés et les autorités politiques s'accordent sur une approche de démobilisation, désarmement, et réintégration (DDR) communautaire des groupes armés pour réduire les risques sécuritaires pour les populations au Sud-



Kivu. Le projet a l'intention de faire ceci par 1) une coopération renforcée et la clarification des mandats entre les ministères et les institutions concernés par le DDR communautaire aux niveaux national et provincial ; 2) une stratégie de DDR centrée sur les communautés conçue, validée et appropriée par les communautés et les institutions politiques, et soutenue par les leaders de groupes armés à travers un processus inclusif et participatif ; 3) un projet pilote de réintégration entrepris conjointement par des ex-combattants et des jeunes de communautés ciblées qui soutient un processus de guérison des traumatismes et de renforcement de la cohésion sociale ; et 4) les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés et sont équipées pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire. L'initiative se caractérise par un engagement d'hommes et de femmes influents au sein des communautés ayant des liens avec les groupes armés ainsi que des combattants qui souhaitent quitter les milices. Elle se caractérise également par un processus politique qui met un accent sur les partenariats avec la Présidence, le Cabinet du Premier Ministre, le MNS, avec lequel Interpeace a signé un protocole d'entente, ainsi que le Ministère de la Défense, le Ministère de l'intérieur, et le Ministère du Plan au niveau national, les gouverneurs et la CIAP-DDRC au Sud-Kivu, et le plan gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des conflits armés (STAREC) ainsi que les FARDC au niveau national et provincial.

Les sections suivantes montrent comment l'engagement proposé répond stratégiquement à l'appel à propositions, est conforme à la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC (ISSSS) ainsi qu'à la stratégie provinciale de stabilisation du Sud Kivu et son plan d'action, comment il s'ancre dans une compréhension profonde du contexte et des défis principaux, et comment il se fonde sur les leçons apprises et s'appuiera sur les acquis des interventions passées et récentes menées dans la zone.

Comment l'intervention s'inscrit à l'appel à proposition. L'intervention proposée vise à répondre à l'objectif global de l'appel à proposition n°05/2020 qui porte sur la stratégie pour les groupes armés. L'intervention propose des stratégies de soutien aux communautés et les autorités politiques pour qu'ils puissent s'accorder sur une approche de DDR communautaire des groupes armés pour réduire les risques sécuritaires pour les populations au Sud-Kivu. L'engagement met un accent particulier sur la zone prioritaire des moyens et les hauts plateaux d'Uvira-Fizi-Mwenga (Itombwe) au Sud-Kivu. Conformément à l'appel à propositions, il est nécessaire de *"définir une nouvelle approche de DDR qui tienne compte des leçons apprises des interventions de DDR passées, s'éloigne d'une perspective technique et individuelle de DDR et adopte une approche véritablement politique et communautaire du DDR"*. Cette proposition suggère une double approche consistant à faire participer divers segments des communautés locales, y compris les femmes et les membres des groupes armés, tout en mettant l'accent sur un processus politique de négociations afin de parvenir à un accord sur une approche communautaire du DDR. Cette composante politique comprend le renforcement de l'engagement et de la coordination des institutions politiques, des commissions et des ministères dont le mandat est pertinent pour le DDR, à savoir au niveau national le Mécanisme National de Suivi (qui est lié à la Présidence) et le Ministère de la Défense, le Ministère de l'intérieur et le Ministère du Plan, et au niveau provincial du Sud-Kivu le Gouverneur ainsi la CIAP-DDRC. Le STAREC et les FARDC seront impliqués par leur leadership au niveau provincial et national. L'intervention vise donc à la fois à promouvoir une plus grande acceptation et un meilleur soutien des approches de DDR-communautaire auprès des institutions politiques et à favoriser une approche plus coordonnée et harmonisée au niveau politique, combiné avec un processus inclusif et consultatif, approprié et dirigé localement, afin de définir un DDR qui fonctionne et qui surmonte le cycle des "retours circulaires" qui est l'une des raisons pour lesquelles les approches "classiques" de DDR n'ont pas atteint les résultats escomptés dans le passé. L'intervention cherche donc à transformer la compréhension du DDR en tant que processus individuel de réinsertion des anciens membres des groupes armés au sein de leurs communautés, mais adopte également une approche plus collective et holistique qui amène les membres des groupes armés, mais aussi les membres de leurs communautés - à savoir les femmes, les jeunes et les opérateurs économiques - dans le processus de définition conjointe d'un DDR-communautaire gagnant-gagnant, étayé par un processus politique inclusif.



Comment l'intervention s'inscrit à la stratégie I4S : La stratégie I4S définit la stabilisation comme "un processus intégré, holistique mais ciblé permettant par la suite à l'État et à la société de mettre en place une responsabilisation mutuelle, ainsi que l'aptitude à traiter et atténuer les vecteurs existants ou émergents du conflit, créant ainsi les conditions propices à une meilleure gouvernance et au développement à plus long terme". L'absence d'une stratégie efficace de DDR a perpétué une insécurité permanente dans l'est de la RDC, car les approches à travers le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR), la Commission Nationale de Démobilisation et Réinsertion (CONADER), les DDR1, DDR2 et DDR3 n'ont pas réussi à maintenir les anciens membres des groupes armés en tant que citoyens productifs et pacifiques au sein de leurs propres communautés. L'intervention proposée vise à passer d'un DDR surtout axé sur les militaires à un DDR défini conjointement par les anciens membres des groupes armés et les différents segments des communautés qui les recevront en retour, et donc informé par le contexte local. Avec un pilier intrinsèquement politique dans le cadre de la proposition, elle contribuera en fin de compte à renforcer le contrat social entre les communautés et leurs autorités, grâce à des stratégies de DDR plus adaptés et plus efficaces. L'intervention est basée sur le pilier I de la stratégie I4S sur le « dialogue démocratique », qui cherche à transformer la situation sécuritaire en créant une compréhension plus commune du contexte entre les acteurs impliqués, de la communauté jusqu'au niveau politique, et de leurs solutions possibles. Elle répond également au pilier 5 de la stratégie I4S sur le genre en incluant les femmes dans l'engagement sur et la définition d'une stratégie de DDR communautaire afin qu'elles puissent jouer un rôle dans sa mise en œuvre et son suivi. Enfin, le projet pilote de réintégration psycho-social et économique d'anciens combattants en soutien à un processus de réconciliation et guérison des traumatismes au niveau communautaire s'inscrit dans le cadre du pilier 4 « Réintégration, Retour et Relance Economique ».

Comment l'intervention s'inscrit dans la Stratégie Provinciale de Stabilisation, de son Plan d'Action Provincial de Stabilisation (SPS/PAPS) pour le Sud Kivu : La stratégie provinciale de stabilisation du Sud Kivu 2011 – 2015 exige des acteurs de la stabilisation et du développement de la province d'orienter leurs engagements autour de quatre piliers: Renforcer la bonne gouvernance, la paix et l'autorité de l'Etat; consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance; améliorer l'accès aux services sociaux et renforcer le capital humain; et protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques. La stratégie contient des objectifs spécifiques pour la zone prioritaire I4S Plaine de la Ruzizi - Moyens et Hauts Plateaux de Mwenga et Uvira, y compris le renforcement de l'autorité de l'Etat pour assurer la sécurité des populations ; promouvoir la cohabitation pacifique dans la Plaine de la Ruzizi et les Moyens et Hauts Plateaux de Mwenga et Uvira ; et renforcer les mécanismes d'autonomisation des femmes et promouvoir leur participation politique. L'engagement proposé vise à soutenir la bonne gouvernance, la paix et l'autorité de l'État dans toute la province, par une réduction de la présence et de l'activité des groupes armés sur la base d'un processus de DDR-communautaire plus efficace. Notamment, en intégrant les positions des groupes armés dans une stratégie de DDR, l'objectif est de rendre les groupes moins attrayants et convaincre leurs membres de se démobiliser, identifié dans la Stratégie Internationale de Soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'Est de la RDC (2013 – 2017). Cette approche favorisera également une cohabitation plus pacifique des différentes communautés de la zone, fondée sur le soutien à une plus forte participation des femmes à la définition des priorités en matière de consolidation de la paix et de réintégration, ainsi qu'à la mise en œuvre des solutions. Selon le SPS, une des raisons pour lesquelles ces objectifs n'ont pas pu être suffisamment atteints jusqu'à présent est un faible engagement politique au niveau national et provincial et donc un manque de soutien politique aux diverses initiatives de consolidation de la paix et de stabilisation. Cette situation est exacerbée par la "fragmentation des structures gouvernementales" et la nécessité d'améliorer le cadre réglementaire. Cet engagement des acteurs politiques jusqu'au plus haut niveau de la présidence est l'un des principaux atouts qu'Interpeace et ses partenaires ont pu développer, et elles entendent bâtir davantage sur cette crédibilité et ce réseau pour travailler sur un processus politique dans le cadre de la proposition. Cela impliquera de réunir dans un dialogue les commissions et Ministères mentionnées ci-haut au niveau national et provincial, dans le but d'aider à générer plus d'appropriation et de soutien à une approche de DDR-communautaire, une compréhension plus



harmonisée des rôles et responsabilités des uns et des autres dans ce domaine et finalement le soutien d'une stratégie de DDR-communautaire, accompagnée le cas échéant de feuilles de route pour sa mise en œuvre au sein des différentes communautés, au niveau du gouvernement. Comme l'indique le plan de stabilisation du Sud-Kivu, cette initiative cherche s'appuyer sur d'opportunités telles que l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la Région (Addis Abeba), la volonté politique des autorités actuelles de promouvoir une paix inclusive, et bien sûr les autres initiatives de construction de la paix menées par les acteurs gouvernementaux et les ONG dans la zone prioritaire et plus largement au Sud-Kivu.

Analyse de contexte : Les hauts et les moyens plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe, qui est le centre géographique de cette proposition, sont décrits comme une "zone rouge" dans le SPS/PAPS. Depuis des décennies, elle est marquée par la violence et l'instabilité, qui se manifestent à travers les nombreux groupes armés et groupes d'autodéfense présents dans la région. En raison de son mélange de communautés ethniques et de sa proximité avec le Burundi, elle a également été historiquement une zone d'influence recherchée par les acteurs des pays voisins. Les conflits ont été liés à des questions autour du pouvoir, la terre et l'identité. De plus, les tensions entre les différentes communautés persistent notamment en raison de l'absence de consensus sur la gestion du groupement de Bijombo, du changement de statut de la commune rurale de Minembwe à la veille des élections de décembre 2018, et des frustrations causées par les ambitions politiques contrariées de certains membres des communautés qui ne font pas partie du gouvernement actuel. Les alliances à la base se sont formées en impliquant les groupes armés étrangers (FNL, FOREBU, FDRL-P5 et RED TABARA). Au cours du dernier trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2020, le conflit dans la zone s'est intensifié avec de violents affrontements entre les Banyamulenge et une coalition de groupes armés d'autres communautés (Babembe, Bafuliru, Banyindu, Babuyu, etc.). Des centaines de morts ont été enregistrées dans les deux camps, plusieurs villages ont été brûlés, les vaches et les cultures ont été pillées, les biens ont été détruits et des milliers de personnes ont été déplacées, se retrouvant dans des camps de déplacés. Des personnes ont également traversé la frontière pour trouver refuge au Rwanda et en Ouganda. L'analyse des conflits et besoins dans le territoire de Fizi dans le SPS/PAPS a montré une présence des quatre dynamiques de conflits : les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et de l'identité, l'exploitation des ressources naturelles et l'influence des dynamiques régionales. L'intervention proposée vise à aborder ces dynamiques en se basant sur l'analyse du système de conflit décrite dans le SPS/PAPS.

Leçons apprises : La stratégie provinciale de stabilisation du Sud Kivu 2011 – 2015 ainsi que le MNS affirment que de nombreux efforts louables pour construire la paix dans les Hauts et Moyens Plateaux ainsi que dans la province n'ont généralement pas eu l'impact important escompté parce que les autorités gouvernementales provinciales et nationales, y compris la Présidence, n'ont pas été suffisamment impliquées. Le manque d'appropriation par les autorités des processus de médiation a notamment fait que les réformes et décisions politiques nécessaires pour répondre aux causes des conflits n'ont pas pu être négociées. Ceci a causé un manque de confiance des principales parties prenantes et des groupes armés dans la viabilité des processus de médiation, ce qui a donné à certains acteurs des raisons supplémentaires de saper les processus.

Ces dernières années, les initiatives de dialogue visant à pacifier la région se sont multipliées au niveau local à Minembwe, Baraka, Bijombo, Uvira, Bukavu et Kinshasa avec le soutien d'ONG locales et internationales (ONGI). Depuis juillet 2017, Alert International – avec le financement des Fonds de Cohérence pour la Stabilisation – a appuyé un processus de dialogue intercommunautaire dans les hauts plateaux, dans le cadre du projet Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani. Le processus a commencé avec des dialogues intracommunautaires de cinq communautés (Babembe, Banyamulenge, Bafuliro, Banyindu et Bavira) et a abouti à l'élaboration d'un plan d'action incluant entre autres un programme de DDR. Parmi les initiatives de paix précédentes dans ce domaine, on peut citer le processus de médiation qui a eu lieu en septembre 2019 sous la direction des Inter-Mutuelles et Associations du Sud Kivu (IMASKI) à la demande du gouvernement. Malheureusement, les deux communautés protagonistes (les Babembe et les Banyamulenges) ont claqué les portes des négociations, paralysant



ainsi le processus. A cela s'ajoute le dialogue de Bukavu à Muresa (Sud-Kivu), qui a eu lieu en décembre 2019, à l'initiative de SFCG, l'Initiative pour un Leadership Cohésif (ILC) et de la MONUSCO.

De récentes consultations menées par Interpeace fin 2019 dans le cadre du lancement de son projet à Minembwe financé par DFID et qui a abouti à un accord de cessez-le-feu, ont révélé qu'au cours des vingt dernières années, plusieurs initiatives ont été prises par des organisations internationales, les Nations unies, le gouvernement, des ONG locales et la société civile pour apporter la paix dans cette partie du pays. Par exemple, il y a environ dix ans, un accord de transhumance a été signé pour régler le conflit entre les pasteurs banyamulenge et les agriculteurs Babembe. Des espaces de dialogue ont été mis en place pour améliorer la compréhension et contribuer à la réconciliation entre les différentes communautés ethniques. Des groupes armés ont également été démobilisés et certains officiers ont rejoint les FARDC. Cependant, quelques mois plus tard, certains ont repris les armes et ont rejoint les groupes armés locaux.

De tout ce qui précède, nous avons tiré des leçons en ce qui concerne les processus de DDR dans le pays : les approches CONADER, DDR1, DDR2 et DDR3 n'ont pas produit les résultats envisagés. Cela s'explique entre autres par le fait qu'ils ont été développés davantage de "haut en bas", sans une implication suffisante des communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des programmes DDR. L'accent étant principalement mis sur les membres des groupes armés prêts à quitter leur milice, les initiatives n'ont pas suffisamment tenu compte des priorités et des points de vue non seulement des anciens membres des groupes armés, mais aussi et surtout de membres de leurs communautés (chefs traditionnels, femmes, et autres). Cela a conduit à une approche de DDR qui n'a pas été contextualisée et a manqué la coche - illustrée par exemple par l'éloignement des centres de démobilisation, la durée non déterminée dans les centres, la faible prise en charge des ex-combattants, etc. Un financement insuffisant et une planification inadéquate sont d'autres raisons qui ont atténué l'impact de ces initiatives.

Comment l'intervention s'appuiera sur les acquis des interventions passées/récentes menées dans la zone :

Il est important de noter que les stratégies d'activités proposées dans le cadre de cet appel 05 s'appuieront sur les réalisations et les lacunes identifiées dans les processus de consolidation de la paix précédents, tels que le cessez-le-feu entre les groupes armés et les forces d'autodéfense opérant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itombwe) au Sud-Kivu, les déclarations des communautés Banyamulenge et Babembe relatives aux dialogues intra-communautaires, ainsi que d'autres cessez-le-feu, accords et processus pertinents pour les moyens et hauts plateaux comme le processus de Murhesa conduit par SFCG en partenariat avec ILC et la CIAP-DDRC. À titre d'exemple, les accords et déclarations mentionnés ci-dessus contiennent des suggestions et des demandes qui peuvent être parmi les points d'entrées pour informer le développement des plans de DDR à base communautaire, telles que :

- Les recommandations issues du forum interprovincial de 2018 organisé par l'APC qui incluent : l'élaboration d'une approche DDR communautaire pour éviter le « cercle vicieux » et le recyclage des combattants conséquent des conditions déplorables des camps de cantonnement (voir les incidentes des camps de Kamina et Kitona en 2016); la définition d'un arrêté interministériel de légitimation des interventions des acteurs locaux impliqués dans le DDR et qui devra approuver l'idée d'un DDR communautaire ; et l'élaboration des projets pouvant répondre au contenu de la feuille de route ainsi que sa mise en œuvre.
- Les recommandations de la déclaration de la communauté Banyamulenge suite au dialogue intra-communautaire mené par Interpeace et ADEPAE sous l'égide du MNS: mobiliser des ressources pour financer la reconstitution des infrastructures, y compris la réconciliation dans l'éducation formelle, l'installation d'un centre de DDR dans la région, la reconstruction des villages brûlés, y compris les écoles, les centres de santé et autres infrastructures publiques, et, de manière générale, élaborer un plan de développement pour réduire la pauvreté.
- Les recommandations de la déclaration de la communauté Babembe suite au dialogue intra-communautaire mené par Interpeace et SVH sous l'égide du MNS : construction et réhabilitation des routes et autres infrastructures comme les ports, reconstruction des infrastructures sociales



détruites, manque d'accès à l'aide humanitaire de personnes déplacées, manque d'électricité, mise en place d'une structure DDR dans la région de Fizi - Itombwe.

- L'acte de Murhesa: Formation et intégration de groupes armés locaux dans l'armée régulière avec leurs grades respectifs et assorties d'une amnistie général, bien identifier les besoins des communautés affectées par la précarité et les déplacements, lancement du processus de désarmement et démobilisation, début du cantonnement, préparation des communautés de base à l'accueil des ex-combattants, démarrage des activités de réintégration (celles-ci peuvent inclure la restauration d'environnements affectés par la présence prolongée des groupes armés, etc).

Les points mentionnés ci-dessus pourront servir de base pour commencer à faciliter les consultations communautaires inclusives afin de restituer et de compléter les éléments nécessaires au soutien du DDR - qui sont actuellement essentiellement économiques - avec d'autres dimensions telles que l'acceptation, le pardon, éventuellement la guérison des traumatismes et la cohésion sociale au sein des communautés affectées. Cela permettrait également de s'assurer que les perspectives de ceux qui sont habituellement marginalisés - c'est-à-dire les femmes, les jeunes et les autres membres de la communauté comme les déplacés internes - sont également impliquées dans la définition des piliers d'un DDR communautaire efficace. Les consultations se focaliseront également à faire ressortir et à renforcer l'action des membres de la communauté eux-mêmes afin de définir leurs priorités et leurs propres capacités de résilience qui pourraient être déployées pour aider à réaliser des progrès sur les points ci-dessus. Les femmes vont jouer un rôle important en cela.

b) Approche d'intervention et opérationnalisation par objectif spécifique

Objectif spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents liés à la dynamique des groupes armés dans les zones prioritaires.

1. Présentation des enjeux ciblés

Avec l'augmentation de niveau de conflictualité dans la zone prioritaire au cours des cinq dernières années, les initiatives de dialogue visant à pacifier la région se sont multipliées au niveau local à Minembwe, Baraka, Bijombo, Uvira, Bukavu et Kinshasa avec le soutien d'ONG et d'ONGIOING. Il est ressorti de consultations menées par Interpeace dans le cadre du lancement de son projet à Minembwe que les progrès réalisés par ces initiatives n'étaient pas durables en raison d'un manque d'ancrage institutionnel et d'un manque d'implication et d'appropriation des principaux acteurs civils et militaires au niveau national et local qui jouent un rôle important dans le conflit. En particulier, les processus de médiation ont rarement impliqué les tireurs de ficelle vivant à Bukavu, à Kinshasa et à l'étranger, et impliqués de manière insuffisante les décideurs politiques au niveau provincial et surtout national. Certains des acteurs consultés ont également exprimé que les initiatives antérieures ont manqué de clarté quant à leurs objectifs et orientation stratégique. Les différents processus semblent avoir été incapables d'engager les communautés en vue d'identifier les priorités des membres des communautés et de parvenir à un consensus sur les intérêts des différentes parties et les options possibles pour parvenir à une paix durable. Au lieu de cela, l'accent est resté mis sur l'apaisement des tensions entre les groupes et la mitigation des allégations formulées les uns contre les autres. En outre, une des raisons importantes de la fragilité de ces processus est qu'ils n'ont pas bénéficié du soutien et de l'appui des plus hauts niveaux du gouvernement, y compris du bureau du président. Le manque d'appropriation nationale des processus de médiation a fait que nombre des réformes et décisions politiques clés nécessaires pour traiter les causes sous-jacentes du conflit n'ont pas pu être négociées. Cela a entraîné un manque de confiance des principales parties prenantes, y compris les groupes armés, dans la viabilité des processus de médiation pour aboutir à des résultats durables. Ainsi, le processus de stabilisation et de développement dans les zones prioritaires du Sud Kivu nécessite la mise en place d'une stratégie opérationnelle de DDR-C basé sur une compréhension commune des facteurs immédiats et des causes structurelles des conflits et de l'implication de toutes les parties prenantes dans la conception et l'implémentation des programmes de pacification, y compris les femmes. L'engagement



inclusif sera le moyen principal par lequel les dynamiques de conflits et de paix seront identifiées, analysées et traitées et une stratégie de DDR-C sera développée. Ce processus informera également un projet pilote de réintégration qui sera ancré au sein de la communauté et répondra aux facteurs psychosociaux et économiques qui renforcent la vulnérabilité des populations et alimentent les conflits. Ce projet réunira des ex-combattants ainsi que des jeunes et sensibilisera les communautés afin d'assurer qu'elles soutiennent le processus de réintégration. En effet, il est important d'éviter que les interventions favorisent ou soient perçues comme favorisant les entrepreneurs de la violence, ce qui peut pousser les communautés à rejeter leur réintégration, ou peut même les encourager à prendre les armes afin d'accéder elles aussi à des opportunités ou des ressources.

2. Théorie de changement

Si l'ensemble des parties prenantes locales dans les zones ciblées, à savoir les différentes communautés y compris les femmes et les jeunes, les groupes armés, les autorités traditionnelles et formelles des différents niveaux administratifs identifient de façon participative et inclusive les facteurs moteurs de la prolifération et des affrontements entre groupes armés,

Si les mêmes parties prenantes évaluent de façon participative et inclusive les lacunes des processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) antérieurs et proposent des stratégies de DDR centrées sur les besoins et les priorités des communautés cibles (DDR-Communautaire, DDR-C),

Si les autorités nationales, provinciales et locales s'accordent sur leurs rôles et responsabilité respective en matière de DDR-C et sur un cadre de coordination,

Si une stratégie opérationnelle de DDR-C qui soit sensible aux contextes et aux dynamiques de conflits et reflétant les rôles et responsabilités des acteurs étatiques, est développée et approuvée de manière inclusive,

Si un projet pilote de réintégration ancré au sein de la communauté est entrepris conjointement par des ex-combattants et des jeunes et soutient un processus de guérison des traumatismes et de renforcement de la cohésion sociale,

Alors les populations des zones prioritaires, appuyées par l'Etat et leurs partenaires, pourront contribuer à la transformation durable des principaux conflits violents liés à la dynamique des groupes armés,

Parce que les solutions proposées seront soutenues par les acteurs clés à leurs mises en œuvre.

3. Stratégie d'intervention et sa justification

Il est primordial que les populations affectées par les conflits ainsi les acteurs qui jouent un rôle dans ses conflits, et dans les efforts de consolidation de la paix, participent à la recherche et à la mise en place de solutions durables, appropriées et reflétant les besoins et les préoccupations des uns et des autres. En menant des consultations auprès des communautés (y compris des femmes et des jeunes), des groupes armés et des autorités locales, provinciales et nationales (traditionnelles et administratives), un processus d'engagement sera soutenu afin que des solutions pour la stabilisation de la zone soient trouvées conjointement. Les séances de consultation seront organisées dans des espaces sûrs/protégés dans des sites choisis pour leur accessibilité et leur position stratégique par rapport aux dynamiques de conflit. Il importe de noter que, compte tenu du temps de la portée de l'initiative, l'accent sera mis sur la mise en place d'espaces et le développement d'approches qui soutiennent le dialogue et la coordination sur le long terme. Ainsi, il s'agira d'une part de consulter régulièrement différents acteurs pour obtenir leurs contributions et leur validation du processus tel qu'il évolue, mais aussi de soutenir et renforcer la coordination entre différents acteurs. Pour éviter d'être extractifs et de poser des mêmes auprès des communautés concernées qui, pour la plupart, sont régulièrement consultées, le programme s'appuiera aussi sur les résultats des dialogues précédents pour les actualiser et pousser en profondeur l'analyse des dynamiques de conflits et des groupes armés afin de produire des résultats concrets. Suite à l'identification et à la restitution des éléments constitutifs de la stratégie de DDR-C un projet de réintégration, réunissant des ex-combattants ainsi que des jeunes des communautés qui seront ciblées, sera piloté. Alors que certains combattants sont à leur troisième cycle de démobilisation, en plus de s'appuyer sur les résultats des consultations menées dans le cadre de cette intervention, ce projet sera informé par aussi une appréciation des programmes de réintégration antérieurs dans la région. De plus, un plan de plaidoyer et d'engagement des hautes autorités, des leaders politiques, des



leaders des groupes armés et des bailleurs sera développée en début de programme et mise à jour au fur et à mesure des consultations et des changements socio-politiques. Afin de s'éviter la duplication ou la confusion qui pourrait provenir d'un nouveau programme de consolidation de la paix, un comité de pilotage du programme sera constitué dans la phase préparatoire avec comme participants des acteurs étatiques et non-étatiques impliqués dans les processus de stabilisation (voir section a. Stratégie d'intervention et opérationnalisation globale). De manière générale, les interventions dans le cadre de cet objectif contribueront aux changements suivants :

- Les acteurs/parties prenantes dans la zone prioritaire s'entendront sur les priorités en termes de stabilisation et résolution des conflits et se mettront d'accord sur des pistes de solution ;
- Les acteurs au niveau local, provincial et national s'engageront sur les éléments d'une stratégie de DDR communautaire et d'un projet pilote de réintégration qui auront été développés et approuvés de manière conjointe ;
- La stratégie sera soutenues par les autorités et influenceront les interventions qui seront planifiées et mises en œuvre pour la transformation des conflits dans la zone prioritaire.

4. Localisation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique

Les actions de consultations des communautés, des autorités locales et des groupes armés prévues dans le cadre l'objectif 1 seront principalement mises en œuvre dans le Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe. Bien que les sites spécifiques seront identifiés et validés par le comité de pilotage afin de s'assurer que l'ensemble des acteurs clés et des soient représentés et que les dynamiques des contextes soient prises en compte dans le processus, nous pouvons citer les zones d'influence comme Uvira, Baraka, Fizi, Bijombo, Minembwe, Basimukinja, Basimunyaka, Lemera et Plaine de la Ruzizi.

5. Résultats

Résultat spécifique 1 : Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDR communautaire entre les ministères et institutions concernés aux niveaux national et provincial

i. Présentation générale du résultat

Ainsi que mentionné dans l'analyse de contexte, des programmes de DDR ont été mis en œuvre dans le passé mais sont souvent restés inachevée parce qu'ils nécessitent plus de temps, de ressources et surtout l'instauration de mécanismes durables de suivi pour maintenir l'engagement de tous les acteurs concernés. Ainsi ils ont manqué de produire des résultats durable, entraînant dans certains cas un retour des combattants à leurs anciennes habitudes – ce que l'appel à propositions désigne comme des "retours circulaires" – ainsi qu'un manque de confiance des parties prenantes dans l'efficacité des processus en cours. Pour assurer une forte appropriation et la durabilité des résultats attendus, l'initiative devra renforcer l'action et l'engagement des autorités locales, provinciales et nationales tout au long du processus. Afin d'assurer une action cohésive et éviter les erreurs du passé, le plan d'action du projet détaillant les rôles des acteurs clés sera développé en étroite collaboration avec le comité de pilotage et validé par les autorités publiques concernées ainsi que les acteurs non-étatiques actifs dans le plan de stabilisation des zones prioritaires. Pour s'assurer que le processus prenne en compte les influenceurs clés (formels et surtout informels), leurs intérêts et positions, il sera nécessaire de régulièrement mettre à jour la cartographie des groupes armés. Ce qui sous-entend une concertation régulière avec les organisations et les acteurs civils et institutionnels disposant d'informations et d'analyses pertinentes.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Cette composante politique comprend l'engagement et la coordination des institutions politiques, des commissions et des ministères dont le mandat est pertinent pour le DDR-C, à savoir au niveau national le Mécanisme National de Suivi, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Défense, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Plan ; au niveau provincial du Sud-Kivu le Gouverneur, les membres de l'assemblée provinciale, ainsi que la CIAP-DDRC. Le STAREC et les FARDC seront impliqués par



leur leadership au niveau provincial et national. Les leaders communautaires ainsi que les leaders des groupes armés seront également des bénéficiaires directs de ce résultat.

iii. Produits

Produit 1.1 : Une cartographie des processus antérieurs et des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu (avec un accent sur les hauts et les moyens plateaux d’Uvira-Fizi-Itombwe), comprenant une analyse des leçons apprises, des bonnes pratiques, et des lacunes à combler (y compris avec un accent sur la dimension genre), est produite

Activité 1.1.1 : Réunions régulières entre les partenaires du projet, y compris pour mettre en place une « task force de coordination » Activité 1.1.2 : Séance d’évaluation des processus de médiation et de DDR-C antérieurs, les leçons apprises, les bonnes pratiques et les lacunes à combler (avec un accent particulier mis sur la dimension genre)

Activité 1.1.3 : Analyse des résultats de l’évaluation et production d’un document de synthèse sur les leçons apprises, les bonnes pratiques, les lacunes à combler et les rôles et responsabilités des différents acteurs dans le cadre du DDR communautaire

Activité 1.1.4 : Collecte de données et mise à jour de la cartographie des groupes armés dans la zone ainsi que des acteurs qui les influencent formellement et informellement (« tireurs des ficelles »)

Produit 1.2 : Une compréhension commune sur la division des rôles et responsabilités liés au DDR-C est atteinte entre les autorités au niveau national et provincial

Activité 1.2.1 : Sur base de l’évaluation des processus antérieurs et du rôle des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu, ateliers avec les acteurs provinciaux et nationaux pour s’accorder sur les rôles et responsabilités lié au DDR-C et pour mettre en place et soutenir un comité de pilotage (notamment la CIAP-DDRC dans le Sud-Kivu, la STAREC, le MNS, les FARDC, le Ministère de la Défense, de l’Intérieur et du Plan, ainsi que la Présidence)

Activité 1.2.2 : Rédaction et validation d’une stratégie de coordination pour le DDR-C qui agrège les résultats des ateliers

Activité 1.2.3 : Engagement régulier avec le comité de pilotage (dans le cadre des activités d’engagement et plaidoyer aux niveaux provincial et national)

Résultat spécifique 2 : Une stratégie de DDR centrée sur les communautés est conçue, validée et approprié par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif

i. Présentation générale du résultat

Ainsi que le souligne l’appel à proposition et que le confirme les analyses citées plus haut : *"Il s'impose de définir une nouvelle approche de DDR qui tienne compte des leçons apprises des interventions de DDR passées, s'éloigne d'une perspective technique et individuelle de DDR et adopte une approche véritablement politique et communautaire du DDR"*. Pour assurer l’appropriation par les communautés de la stratégie de DDR-C, il s’agira d’organiser des consultations, notamment par le biais du Comité de suivi du Cessez-le-feu de Minembwe, au sein des communautés Banyamulenge, Babembe, Bafuliru, Banyindu, Barundi, Bavira et Babuyu. Cela impliquera l’organisation de groupes de discussion homogènes, notamment avec les chefs traditionnels de la communauté, les autorités locales/provinciales/nationales, les groupes armés, ainsi que des membres représentatifs des communautés, y compris des femmes et des jeunes. Ceci aura pour but de faire une analyse des racines des conflits intercommunautaires, de la prolifération de groupes armés et des obstacles éventuels au désarmement, démobilisation et à la réintégration de leurs membres, ainsi que de recueillir leurs suggestions pour une stratégie de DDR-C ainsi que le rôle qu'ils se voient jouer dans sa mise en œuvre. Ces plans comprendront également des stratégies de réintégration psycho-social et économique des



acteurs démobilisés et qui pourront soutenir leur participation dans des projets de développement local, le développement d'activités génératrices de revenus inclusives ainsi que des programmes de guérison des traumatismes et de réconciliation entre les ex-combattants et les communautés. Afin de renforcer la confiance entre les parties prenantes (gouvernement, représentants des groupes armés, représentants des communautés, acteurs internationaux), des sessions de validations de la stratégie de DDR-C seront organisées par les principales parties prenantes aux niveaux local, provincial et national. Un travail d'harmonisation sera ensuite entrepris pour développer un cadre stratégique opérationnel global qui reprend les rôles des acteurs étatiques et autres parties prenantes et les plans des DDR-C spécifiques aux différentes zones. Des restitutions seront ensuite organisées autour de ce cadre stratégique auprès des parties prenantes pour en assurer l'appropriation.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les communautés locales, les combattants (actuels et anciens) et les femmes qui font partie des groupes armés, les groupements de la société civile (avec une attention particulière sur les femmes et les jeunes), les chefs traditionnels, les autorités administratives, provinciales et locales, les représentants des services publics déconcentrés, les leaders religieux et les membres des différentes églises, les leaders communautaires, les représentants des structures traditionnelles et les partis politiques, les forces de l'ordre sont les bénéficiaires directs dans ce pilier. Les communautés ciblées bénéficieront directement de la mise en œuvre des solutions de paix et suggestions du DDR-C identifiées dans le cadre du dialogue. Les acteurs internationaux constituent également un bénéficiaire indirect, dans la mesure où les résultats du processus pourront fournir des recommandations sur des questions liées à la gestion de conflits et de potentielles stratégies de développement dans la zone.

iii. Produits

Produit 2.1 : Une stratégie de DDR communautaire est produite par les communautés impliquées dans le conflit dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe.

Activité 2.1.1 : Élaboration du guide de consultation sur le DDR-C en tenant compte des lacunes des processus antérieurs

Activité 2.1.2 : Engagement avec les leaders communautaires (hommes et femmes) pour préparer les consultations sur la stratégie de DDR-C

Activité 2.1.3 : Séances de consultation pour identifier les éléments clés d'une stratégie de DDR-C qui prends en compte les perspectives, besoins, priorités et capacités des membres des communautés en ce qui concerne le DDR-C (comprenant des femmes, des jeunes, des leaders traditionnels, des autorités locales, des acteurs privés)

Activité 2.1.4 : Séances de consultation avec les autorités et la Commission interprovinciales pour développer les aspects techniques du DDR-C

Activité 2.1.5 : Séances d'identification des éléments clés d'une stratégie de DDR-C auprès des représentants des groupes armée pour prendre en compte les perspectives, besoins, priorités et capacités des membres des groupes armés en ce qui concerne le DDR-C

Activité 2.1.6 : Travail de rédaction de la stratégie de DDR-C qui soit sensible aux contextes et aux dynamiques locales des conflits

Activité 2.1.7 : Séances de restitution de la stratégie auprès des représentants des communautés

Produit 2.2 : Une reconnaissance de la stratégie de DDR-C est exprimée par les ministères et les institutions gouvernementales aux niveaux provincial et national

Activité 2.2.1 : Réunions avec les autorités locales, provinciales, nationales et internationales pour présenter le projet et s'accorder l'approche, les rôles et responsabilités, la méthodologie et les étapes du processus

Activité 2.2.2 : Séances régulières d'engagement et de plaidoyer aux niveaux local et provincial



Activité 2.2.3. : Séances régulières d'engagement et de plaidoyer au niveau national

Activité 2.2.4 : Restitutions pour présenter la stratégie de DDR-C auprès des autorités locales, provinciales, nationales et internationales, et des représentants clés des groupes armés

Activité 2.2.5 : Consolidation de la stratégie de DDR-C sur base des résultats des restitutions et qui reflète les rôles et responsabilités des acteurs étatiques (convenus dans la stratégie de coordination)

Activité 2.2.6 : Validations de la stratégie opérationnelle de DDR-C par les membres du gouvernement

Résultat spécifique 3 : Un projet pilote, ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psycho-sociale et économique et renforce la cohésion sociale

i. Présentation générale du résultat

Le projet pilote de réintégration comprendra un volet psycho-social et un volet économique et réunira 20 personnes qui souhaitent se démobiliser et réintégrer la société et 20 jeunes d'une zone ciblée. L'objectif du volet psycho-social est d'assurer le bien-être émotionnel des participants qui ont tous été considérablement, bien que différemment, affectés par la guerre. Le volet économique, quant à lui, a pour but d'offrir des opportunités à des anciens combattants et des jeunes en manque d'alternatives et de perspectives d'avenir. D'autant plus, en soutenant les anciens combattants et les jeunes à travailler ensemble, l'objectif est de renforcer la communication et la confiance nécessaire à la cohésion sociale. Pour assurer l'engagement et l'appropriation du projet pilote par l'ensemble des participants, ceux-ci en seront des membres à part entière et participeront activement à sa conception et sa mise en œuvre.

Dans un premier temps, la zone dans laquelle le projet sera mis en œuvre sera sélectionnée par les membres du consortium en consultation avec le comité de pilotage et les autorités pertinentes. Il s'agira notamment de sélectionner une localité où il y a une volonté de la part des communautés, des groupes armés et des autorités de prendre part à l'initiative, où il est possible de mettre sur pied des activités sensibles aux dynamiques de conflit et qui incluent des participants divers, et où il existe des opportunités de partenariat public-privé pour la réintégration. Une fois la zone sélectionnée, un comité d'appui local composé de leaders communautaires et de la société civile, d'autorités locales et de membres des forces de sécurité sera établi pour suivre et appuyer le projet pilote. Ceci est important pour que les communautés et les autorités informent, comprennent et soutiennent (politiquement mais aussi techniquement) les différentes étapes du processus tel que la prise en charge des démobilisés, qui peut constituer un sujet sensible. Ainsi, les membres du comité d'appui joueront en plus un rôle important d'engagement et de sensibilisation communautaire, y compris auprès des familles affectées, tout au long du processus de développement et de mise en œuvre du projet pilote. De même, Interpeace et APC impliqueront régulièrement les autorités locales, provinciales et nationales afin d'assurer leur soutien.

Ensuite, des consultations seront menées localement pour identifier les membres du projet. Les critères de sélection seront définis dans le cadre des consultations pour élaborer la stratégie de DDR-C et seront approuvés par les membres du comité d'appui local. Par exemple, la sélection des personnes démobilisées se fera sur base de : l'appartenance ou l'association (passée ou présente) à un groupe armé, la volonté d'adhérer au processus de réintégration ainsi que de contribuer aux efforts de consolidation de la paix. Pour les jeunes de la localité, les critères de sélection incluront, par exemple, la volonté de soutenir et prendre part au processus de réintégration et de contribuer aux efforts de consolidation de la paix et les besoins psycho-sociaux. De plus, il sera primordial de prendre en compte le sexe, le statut socio-économique, l'appartenance ethnique et la tranche d'âge. Une attention particulière sera portée sur l'inclusion des personnes politiquement et socialement marginalisées telles que les jeunes femmes et les filles associées ou non aux groupes armés.

En parallèle à la sélection des membres du projet, les approches, les étapes et le séquençage de l'accompagnement seront élaborés. En particulier, en prenant comme base un module existant d'APC,



un manuel et un processus d'accompagnement seront développés et des facilitateurs identifiés et formés. Ensuite, lorsque les membres du projet pilote auront été identifiés, les groupes de sociothérapie seront mis en place. Dans le cadre du projet, une préférence sera donnée à la sociothérapie qui privilégie le traitement d'individus au sein d'un groupe et comme membres à part entière d'un système. En créant des espaces de guérison sûrs qui promeuvent le respect et l'acceptation de l'autre, cette approche permet de renforcer la communication et la confiance entre les membres du groupe. Ainsi, car elle permet de renforcer la compréhension mutuelle entre les personnes qui ont contribué et/ou été victimes de violences communautaires et de leurs conséquences, la sociothérapie s'accommode bien au DDR communautaire. Au-delà du projet, ceci contribuera au vivre ensemble et réduira la probabilité des discours de haine et de peur qui peuvent conduire à la violence. Néanmoins, la sociothérapie et la psychothérapie peuvent se compléter et, dans certains cas, la psychothérapie est nécessaire. Dès lors, des services de psychothérapie seront également identifiés pour orienter / soutenir les individus qui en ont besoin.

Une attention particulière sera portée à la composition et à la taille des groupes de sociothérapie (un petit groupe homogène peut permettre aux participants de s'exprimer de manière plus aisée) mais aussi aux espaces et aux moments où les groupes se réuniront (un horaire bien défini peut permettre aux personnes d'organiser leur temps mais aussi de gérer leurs émotions). La sociothérapie débutera par un travail au sein de groupes homogènes avant de réunir, lorsqu'elles seront prêtes, les personnes démobilisées et les membres des communautés. Il est primordial d'éviter que les individus vivent ou revivent des expériences traumatisantes au sein des groupes hétérogènes. Pour ce faire, il sera important de prêter attention, au fil des séances de sociothérapie, à des indicateurs comme la capacité des anciens combattants à identifier et exprimer leurs traumatismes, leur capacité d'être à l'écoute et de faire preuve d'empathie, le renforcement de leur confiance en soi et dans les autres, ou encore leur volonté de réintégrer la société et, par exemple, de sensibiliser d'autres à la consolidation de la paix. Pour les jeunes des communautés, il s'agira en plus d'évaluer leur volonté de parler et travailler avec des anciens combattants et de sensibiliser les membres de leurs communautés aux efforts de DDR-C.

L'accompagnement des groupes aura plusieurs objectifs et s'appuiera sur les besoins des participants. Dans un premier temps, il s'agira de renforcer les compétences émotionnelles et sociales afin de leur permettre de participer efficacement dans les espaces de guérison hétérogènes mais aussi de réintégrer la société. Les compétences émotionnelles incluent la capacité de gérer ses émotions et des situations difficiles. Les compétences sociales, ou interpersonnelles, incluent la capacité de communiquer et d'écouter efficacement et de négocier des désaccords, de cultiver l'empathie et la compassion, ainsi que d'exprimer des remords et demander pardon, et (selon les cas et si cela est le souhait des individus) de se pardonner et de pardonner l'autre. Si cela s'avère important, utile et possible, les familles des membres pourront être incluses dans certaines sessions de dialogue. Il sera aussi important de combiner les approches éducatives aux approches récréatives et créatives.

D'autres compétences seront renforcées (idéalement au sein de groupes homogènes) afin de permettre aux personnes de contribuer au projet et, de manière générale, aux efforts de paix, d'entamer un processus de dialogue et de guérison collectif mais aussi de développer ensemble le volet économique du projet de réintégration. Ainsi, des formations sur le DDR, la consolidation de la paix, les questions de genre et de masculinité et / ou l'éducation civique pourront être prévues. De plus, en fonction des opportunités de partenariat public-privé dans la zone sélectionnée et des besoins des membres du projet pilote, des formations de groupes seront organisées pour leur permettre d'identifier, de développer et de prendre part dans une initiative socio-économique. Notamment, il se peut que les membres expriment un besoin de suivre des cours de rattrape scolaire ou qu'ils souhaitent recevoir une formation professionnelle spécifique (par exemple en coiffure, menuiserie, charpenterie ou couture). Des formations axées sur la conception et la gestion de projets et d'activités génératrices de revenus et, par exemple, sur les coopératives d'épargne et de crédit ou les mutuelles de solidarité pourront aussi être organisées. Dans ce cadre, les compétences exécutives (capacité de formuler des objectifs, prendre des



décisions, développer des plans d'action, résoudre des problèmes et gérer son temps) seront aussi renforcées.

Afin de promouvoir la "réconciliation en action", les membres du projet développeront une activité socio-économique qui s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public-privé. Les détails seront convenus lors du lancement du projet mais, dans la mesure du possible, ils intégreront une entreprise privée (qui produit, par exemple, du sucre, du riz ou de la farine). Ceci leur permettra de toucher des revenus rapidement et assurera que leurs activités répondent à l'offre et aux besoins du marché. De plus, alors que dans le passé des activités de réintégration ont dû prendre fin avec la clôture de programmes, l'inclusion des membres dans une structure existante leur offrira plus de sécurité sur le long terme car l'entreprise, en plus du programme, contribueront financièrement à leurs efforts de réintégration. Ils recevront aussi un appui technique de la part du programme pour effectuer une étude sur les opportunités porteuses, y compris pour rencontrer des acteurs du secteur privé afin d'échanger et d'explorer la faisabilité de différentes approches, mais aussi pour développer un plan d'affaires. Cette collaboration permettra aux membres du projet de travailler ensemble sur un projet qui les rapprochera et de continuer le processus de dialogue et de guérison. L'activité développée sera lancée lorsqu'il aura été évalué, sur base d'indicateurs qui permettront d'apprécier leurs compétences émotionnelles, sociales et exécutives, que les membres sont prêts. Une fois le démarrage, les membres du projet continueront de bénéficier d'un soutien et d'un appui du programme ainsi que, le cas échéant, du comité d'appui. Étant donné qu'il s'agit d'un projet pilote, une attention particulière sera apportée à son suivi et son évaluation afin d'informer un projet élargi qui soutienne un plus grand nombre de démobilisés et des membres des communautés. De plus, nous veillerons à ce que toute information obtenue dans le cadre du projet sur les opportunités de réintégration puisse être partagées avec d'autres acteurs, en dehors du projet.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

20 combattants (actuels et anciens) et 20 jeunes des communautés seront sélectionnés pour prendre part dans le projet pilote. Ils seront plus que des participants et bénéficiaires directs du projet : ils en seront des membres à part entière, chargés de le concevoir et de le mettre en œuvre. Ceci facilitera leur engagement mais assurera aussi leur appropriation du projet. De plus, la sélection des facilitateurs et des membres se fera sur base de critères qui assureront la sensibilité aux conflits et la diversité des participants (notamment au regard de la question du genre). Il sera particulièrement important de prendre en considération les dynamiques des conflits et les opportunités pour la paix dans la / les localité(s) où le projet pilote sera mis en œuvre. De plus, les autorités politiques et sécuritaires aux niveaux local, provincial et national, ainsi que les leaders communautaires, les membres de la société civile et des acteurs du secteur privés seront impliqués tout au long du processus de développement et de mise en œuvre du projet pilote afin d'assurer leur soutien et éviter que le processus ne déraile. Ces derniers, ainsi que les acteurs internationaux, bénéficieront du processus dans la mesure où les résultats et les leçons tirées du projet pilote pourront informer un projet élargi.

iii. Produits

Produit 3.1. : Des groupes de sociothérapie sont établis, fonctionnels et ancrés au sein de la communauté

Activité 3.1.1 : Sélection de la zone d'intervention, mise en place d'un comité d'appui local et préparation des consultations pour la sélection des membres du projet

Activité 3.1.2 : Consultations et sélection des membres du projet

Activité 3.1.3 : Développement d'un manuel et un processus d'accompagnement des groupes de sociothérapie

Activité 3.1.4 : Prospection, sélection et formation des facilitateurs

Activité 3.1.5 : Identification et sélection des membres du projet pilote



Activité 3.1.6 : Mise en place des groupes de sociothérapie

Activité 3.1.7 : Engagement et sensibilisation communautaire

Produit 3.2 : Renforcement des compétences de 20 ex-combattants et 20 jeunes nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'un processus de guérison des traumatismes et de réintégration

Activité 3.2.1 : Accompagnement psycho-social et dialogues pour renforcer les compétences émotionnelles et sociales et permettre la guérison des traumatismes

Activité 3.2.2 : Formations sur des thèmes comme le DDR, la consolidation de la paix, les questions de genre et de masculinité, l'éducation civique

Activité 3.2.3 : Formations pour soutenir la réintégration socio-économique des membres du projet et renforcement des compétences de gestion et exécutives

Produit 3.3. : Une initiative socio-économique développée, mise en œuvre et gérée conjointement par les membres du projet pilote promeut la « réconciliation en action »

Activité 3.3.1 : Appui au développement et à la mise en œuvre conjointe d'une activité socio-économique dans le cadre d'un partenariat public-privé

Activité 3.3.2 : Suivi et évaluation de la mise en œuvre de l'initiative socio-économique

Objectif Spécifique 2 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.

1. Présentation des conflits et enjeux ciblés

La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies affirme le rôle important des femmes dans la prévention des conflits et le maintien de la paix. L'inclusion et la pleine participation des femmes dans les systèmes politiques et économiques permet de comprendre et de répondre aux causes profondes des conflits. En effet, comme dans beaucoup de contextes, les femmes, les jeunes femmes et les filles sont affectées différemment par les conflits en RDC et subissent les valeurs patriarcales de la société. Elles sont souvent les premières victimes de groupes armés, victimes de violations horribles tant de leurs personnes que de leurs droits. De plus en plus, elles sont également recrutées, de force ou volontairement, dans les groupes armés et jouent un rôle dans le recrutement d'autres hommes et femmes. Mais beaucoup de femmes sont en première ligne des efforts de prévention, médiation et réconciliation de par leur statut et leur capacité de fédération. Leurs rôles sont multiformes et comprennent le façonnement des valeurs communautaires et familiales, l'influence sur la prise de décision des recrues potentielles, ainsi que l'identification et l'intervention aux premiers signes de tensions communautaires. Ainsi, l'inclusion des femmes, comme membres à part de la société, ainsi que de leurs perspectives et expériences, sont importantes dans tout processus de prise de décision, y compris les processus de pacification, afin d'assurer leur bon fonctionnement et leur représentativité. En effet, les dynamiques de conflits sont intrinsèquement liées aux questions de genre. Ainsi, une compréhension des conflits qui tient compte des problématiques de genre permet d'approfondir la compréhension des conflits et d'avoir une base plus solide pour l'élaboration de stratégies pertinentes et efficaces de prévention des conflits et de promotion de la paix. Les identités de genre et les expressions de masculinités et de féminités influencent les rôles joués par les hommes, les femmes, les garçons et les filles dans le cadre de conflits violents. Il est important dès lors de comprendre ses dynamiques afin de promouvoir des expressions plus pacifiques de la masculinité et de la féminité. Ceci permettra de transformer les comportements des uns et des autres ainsi que leurs relations et ainsi de consolider la paix de manière durable. Néanmoins, lorsqu'il s'agit du développement et de la mise en œuvre des processus de DDR, les femmes sont rarement invitées à la table des négociations - pour des raisons culturelles/traditionnelles ou parce que considérées comme apathiques dans le conflit - ce qui laisse un maillon faible dans les processus DDR. La persistance de l'hégémonie masculine dans la



culture Congolaise reste une entrave à leur pleine participation, avec comme conséquence une perte d'agence d'actrices clés dans les programmes de consolidation de la paix par manque d'appropriation des solutions proposées.

2. Théorie de changement

Si les perspectives, rôles, besoins, priorités et capacités de prévention de conflits des femmes sont documentés à travers le processus de cartographie et consultations inclusives et participatives,

Si les capacités des femmes en facilitation, négociation et médiation sont renforcées et comprises,

Alors les processus de DDR seront plus inclusifs, seront sensibles aux dynamiques de genre et répondront aux besoins et préoccupations des femmes,

Parce qu'elles auront un meilleur accès aux espaces de prise de décisions, qu'elles pourront influencer et façonner car leurs voix et leurs expériences seront entendues et considérées, et elles auront plus confiance en leurs propres capacités de contribuer au changement positif dans les dynamiques de conflits.

3. Stratégie d'intervention et sa justification

Afin de s'assurer que les perspectives, les besoins et les priorités des femmes et filles, y compris des femmes combattantes, soient prises en compte dans l'élaboration de la stratégie de DDR-C, les questions de genre seront prises en compte dans la cartographie des processus antérieurs et des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu. De plus, lors des consultations, des groupes homogènes de discussions seront organisés afin de permettre un dialogue ouvert et sûr (voir résultat 1.2/ produit 2.1). De plus, des femmes influentes au sein de leurs communautés seront formées, notamment sur le DDR, la médiation et le plaidoyer, et soutenues dans le développement d'un plan ou d'une déclaration reflétant les dynamiques de genre et clarifiant les rôles de femmes dans la mise en œuvre de la stratégie de DDR-C. Sur cette base, une section de la stratégie opérationnelle sera réservée aux rôles des femmes dans les processus DDR-C. Les femmes seront représentées dans les séances de validation à tous les niveaux afin de garantir cela et leurs capacités seront renforcées pour qu'elles puissent porter des actions visant la démobilisation, l'intégration des combattants et la réconciliation intercommunautaire. Pour cela des experts locaux et nationaux au sein du réseau des partenaires d'Interpeace seront mobilisés pour s'assurer qu'il y a un lien entre le projet et les autres interventions dans la province.

4. Localisation et justification des zones ciblées par l'objectif spécifique

Même zones que l'objectif 1.

5. Les résultats

Résultat spécifique 4 : Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés, elles sont équipées et soutenues par la communauté pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire

i. Présentation générale du résultat

A travers leur expérience dans les contextes post-conflits et plus particulièrement dans la région des Grands-Lacs, Interpeace et ses partenaires ont souvent constaté que les femmes sont les premières à porter les initiatives de réconciliation dans leurs communautés dès qu'elles disposent des outils nécessaires à cette fin. Au-delà des consultations, il s'agira de renforcer les capacités des femmes afin qu'elles puissent soutenir les efforts de consolidation de la paix et de médiation. Ainsi, des formations de femmes, par exemple sur le DDR, la consolidation de la paix, les questions de genre et conflits, la médiation et le plaidoyer, seront organisées pour assurer leur inclusion et participation dans les discussions liées au développement et à la mise en œuvre de la stratégie de DDR-C. Les femmes impliquées seront notamment appuyées pour développer des recommandations sur les questions de genre et de DDR, ainsi que sur les rôles de femmes dans la mise en œuvre de processus de DDR-C,



ainsi que pour les restituer auprès des autorités pertinentes et assurer que les rôles qu'elles jouent ou peuvent jouer soient acceptés au sein de leur communauté.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les femmes et jeunes filles des communautés ciblées sont les premières bénéficiaires de cette action, notamment celles qui ont un lien étroit avec les groupes armés. Un focus particulier sera sur les femmes leaders et membres des organisations de la société civile locales, tout en travaillant à assurer une bonne représentativité, afin qu'elles portent les activités de sensibilisation et s'assurent que les perspectives, besoins, priorités des femmes soient reflétés et pris en compte dans les processus DDR-C locaux.

iii. Produits

Produit 4.1 : Les connaissances et les compétences en matière de médiation et de négociation des femmes des communautés impliquées dans le conflit des hauts et moyens plateaux sont renforcées

Activité 4.1.1 : Identification des femmes influentes au niveau de chaque communauté qui sont intéressés de s'engager dans un groupe de médiation et sensibilisation, et qui idéalement participent aussi dans les séances de consultation pour l'élaboration d'une stratégie de DDR-C

Activité 4.1.2 : Préparation et conduite des séances de formation et coaching (par exemple sur le DDR, la consolidation de la paix, les questions de genre et conflits, la médiation et le plaidoyer)

Produit 4.2 : Les femmes formées mènent des activités de sensibilisation pour soutenir les efforts de DDR-C

Activités 4.2.1 : Soutien technique aux femmes formées pour développer des recommandations sur les questions de genre et de DDR, ainsi que sur les rôles de femmes dans la mise en œuvre de processus de DDR-C

Activité 4.2.2 : Présentation de ce plan auprès des autorités pertinents et intégration dans la stratégie

c) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation



I. Analyse des acteurs locaux, provinciaux, nationaux et/ou régionaux

Acteur	Niveau (local, provincial, national, régional)	Type d'influence	Intérêts, rôles dans le processus de stabilisation
Groupes armés nationaux	Local avec des liens aux niveaux provincial, national et régional	Négatif	La présence de groupes armés a des conséquences très négatives. En assurant la protection identitaire, politique et économique de leurs propres communautés, elle vient aggraver la lutte pour le pouvoir, pour les ressources et pour le positionnement politique. Elle fait aussi pression sur le gouvernement pour accéder aux grades supérieurs au sein de l'armée régulière et/ou aux fonctions supérieures au sein de l'administration publique/ Elle crée des rapports des forces qui entraînent des alliances et des contre alliances tant au niveau national qu'au niveau régional, afin de se positionner et de contrôler les différents espaces. Dans un processus de stabilisation, il est important de transformer les énergies négatives en énergies positives et utiliser ces dernières dans la relance économique individuelles et communautaires et pour le développement du pays.
Les leaders communautaires	Local, provincial et National	Négatif et positif	Être représentés par des hommes et des femmes qui recherchent la paix et le développement est une très bonne chose et une source d'épanouissement pour de groupes bien constitués. Les représentants légitimes et respectueux des valeurs éthiques et patriotiques poussent la base vers des solutions inclusives, participatives et consensuelles. Ils amènent cette base vers une collaboration à la fois horizontale et verticale, de la base vers le niveau national en passant par le niveau provincial. Cependant, dans la zone du projet, plusieurs leaders communautaires sont souvent caractérisés par la défense d'intérêts personnels et partisans. Les leaders qui vont contribuer au processus de stabilisation doivent accepter de se mettre ensemble, de se réconcilier et de conduire toutes les communautés vers une société cohésive engagée pour la paix et le développement.
Les institutions gouvernementales	Local, provincial et National	Négatif et positif	L'Etat est présent à travers des institutions fortes. Les bonnes et fortes institutions étatiques œuvrent pour la paix et développement national. Les ambitions politiques de certains acteurs aux seins des institutions désorientent les objectifs et les résultats de différentes institutions. Cependant, les institutions fortes peuvent jouer un rôle important dans la stabilisation si elles sont redynamisées et si elles s'approprient le processus de DDR-C et le pilotent au-delà de la durée du présent projet.



Agents de sécurité nationale	Local, provincial et National	Négatif et positif	Ils un rôle important dans la protection des populations et de leurs biens. Cependant, vu les conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent qui les obligent à lutter pour la survie, ils s'adonnent à des actes illicites (corruption, pillages de ressources, actes de violence) et à des alliances politiques et communautaires qui peuvent entraver leur mission de protection de tous. - Ils peuvent jouer un rôle positif dans la stabilisation s'ils acquièrent la confiance des populations et s'ils sont dotés de ressources nécessaires pour la protection des acteurs de paix, sécurisation des zones prioritaires et pour leur propre survie.
MONUSCO	Local, provincial, national	Positif avec des perceptions négatives	Pour les questions de cessation des hostilités et de maintien de la paix, la MONUSCO joue un rôle important et sa présence continue à se justifier dans l'Est de la RDC où les armes continuent à crépiter et que l'on entend encore les bruits des bottes. Cependant, vu les multiples manipulations d'origines diverses, la communauté a tendance à donner de mauvaises perceptions à la MONUSCO quand elle ne comprend bien sa mission. Le positionnement des organismes des Nations Unies dans les efforts de paix de manière générale est très apprécié. La MONUSCO peut continuer à jouer un rôle positif dans la stabilisation si elle regagne la confiance des communautés et collabore de façon effective avec les agents de sécurité.
OSCs	Local	Positif	Les organisations de la société civile contribuent énormément à la consolidation de la paix et au développement local. Dans un processus de stabilisation, elles peuvent jouer un rôle positif de mobilisation des communautés autour du processus et de catalyseurs positifs entre les autorités locales (traditionnelles et administratives). Cependant, en jouant ces rôles, ils éviteront l'opportunisme et l'instabilité des organes et du personnel.
Politiciens	Local, provincial et National	Positif et négatif	Pour participer à la destinée du pays, les politiciens doivent incarner des valeurs et promouvoir la démocratie pour la paix et le développement. Très souvent, ils se positionnent dans un camp et pas dans un autre. Ceci crée des divisions, des tensions et des violences. En se positionnant, ils profitent de certaines occasions pour s'enrichir illicitement. Cependant, il est important que les leaders politiques nationaux et locaux soient engagés dans des processus de dialogue formel et/ou informel pour qu'ils s'impliquent dans le dialogue franc en vue d'une plus grande stabilité de la zone.
Autorités coutumières	Local, groupement, chefferies	Négatif et positif	La dualité des pouvoirs sur terrain (coutumier et administratif) est à la base de plusieurs conflits et violences. Une très bonne répartition des rôles et des responsabilités, face par exemple aux diverses questions de gouvernance aiderait la population à savoir chez qui il faut orienter les questions et les conflits. Cependant, le positionnement politique et la recherche de la survie sont à la base de plusieurs dérapages. Dans un processus de stabilisation, les autorités coutumières sont incontournables et peuvent contribuer énormément à la paix et au développement de leurs communautés surtout quand ces autorités ont la confiance de celles-ci. Ces autorités coutumières peuvent jouer un rôle catalyseur ou destructif s'ils ne sont pas effectivement inclus dans le processus.



Les hommes d'affaires y compris les sociétés commerciales	Local, provincial	Positif et Négatif	Ils sont importants pour un programme de paix et de développement et de construction d'un environnement propice aux affaires. Ils contribuent à l'amélioration de la fiscalité dans un pays. Cependant quand ceux-ci ne sont pas bien gérés, les risque de fraude sont élevés car ils profitent de la situation de faiblesse de l'autorité. Ces hommes d'affaires peuvent jouer un rôle positif dans le développement des programmes qui réintègrent économiquement les combattants autour des projets de développement communautaire
---	-------------------	--------------------	---

II. Stratégie d'engagement et de mobilisation des acteurs identifiés

Une approche participative inclusive et sensitive au genre sera la base des interventions du projet pour assurer que les acteurs ci-dessus que ce soit au niveau national, provincial et local sont consultés, impliqués et engagés régulièrement dans la conception des plans DDR-C et la stratégie opérationnelle à travers les consultations, les séances de validation et les processus continus de plaidoyer formels et informels. Les acteurs politiques des tous bords et les autorités traditionnelles seront engagés d'abord lors de crises fortes à produire et à diffuser des appels au calme et à l'apaisement collectif et ensuite dans le maintien de la cohésion sociale. La police, les FARDC et la MONUSCO, impliquées dans la gouvernance sécuritaire, vont être des alliés stratégiques. Elles seront mobilisées pour assurer la sécurité en général et des participants aux processus en particulier. Ils vont contribuer à la recherche de solutions pour la stabilisation de la zone ciblée. La collaboration avec les institutions étatiques sera renforcée par une très bonne communication marquée par des réunions régulières, des échanges des documents nécessaires, des visites des actions, des séances de planifications conjointes et par l'élaboration des stratégies de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Les leaders communautaires vont continuer à être associés à toutes les initiatives de paix après avoir reçu des formations qui renforcent leurs capacités et améliorent leur niveau d'analyse. Afin de renforcer la confiance des acteurs dans le processus, le programme cherchera la diversité dans son équipe d'implémentation sur le terrain afin de minimiser les perceptions de partialité. Le programme restera sensible aux conflits : il veillera à améliorer les messages éthiques implicites, évitera les effets de transferts des ressources et continuer à défendre les principes importants de l'approche sensibilité aux conflits (processus participatif, inclusion, respect, impartialité, transparence et redevabilité, partenariat responsable et coordination des actions).



d) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

I. La participation du gouvernement provincial et national et des autorités locales dans la mise en œuvre du projet

Afin d'assurer l'appropriation institutionnelle du projet et de ses résultats, nécessaire à sa mise en œuvre et à sa durabilité, le projet sous le lead d'Interpeace inclura, tout au long de ce projet, les autorités nationales, provinciales et locales compétentes dans les domaines qui touchent au DDR-C. En effet, le travail d'Interpeace et des membres du consortium a montré que sans la participation et le soutien des autorités gouvernementales dans les processus de paix, y compris de DDR, il n'est pas possible d'obtenir des résultats qui soient durables. En effet, l'ancrage institutionnel est nécessaire pour que les réformes et les décisions politiques nécessaires pour répondre aux causes des conflits soient négociées et mises en œuvre. Sans ceci, les parties prenantes, y compris les groupes armés, deviennent désillusionnées et perdent confiance dans les processus en question.

L'ancrage institutionnel sera assuré au sein de chaque objectif spécifique de la manière suivante :

- Objectif Spécifique 1 : Le projet créera des espaces pour engager les principaux acteurs compétents dans les domaines de la paix, de la stabilisation et du DDR, notamment le gouvernement, du niveau national jusqu'au niveau local. Au niveau national, au-delà du cadre de collaboration formel qui existe déjà entre Interpeace le MNS, d'autres accords avec des institutions et des commissions nationales et provinciales pourraient être signés, par exemple avec le Ministère de l'Intérieur ou la CIAP-DDRC. Le projet facilitera aussi la coordination entre les acteurs des institutions clés au travers du comité de pilotage et des réunions de mise à jour et de restitution dans la province et à Kinshasa.
- Objectif Spécifique 2 : Ici, l'ancrage institutionnel sera principalement atteint par l'inclusion des questions de genre dans les consultations avec les autorités, qui se verront reflétées dans la stratégie de DDRC-C, ainsi que la participation des femmes dans des réunions de plaidoyer avec les autorités.

II. Durabilité / viabilité financière, organisationnelle et institutionnelle

Ce projet a une durée relativement courte de 18 mois et devra ainsi assurer la durabilité de ses interventions et résultats dès son lancement. Les parties prenantes et les bénéficiaires devront avoir les capacités, la motivation et les ressources nécessaires pour pérenniser les acquis du projet. Les conditions à cette durabilité (besoins en ressources, capacités adéquates, partenariats etc.) seront développées et discutées de manière participative et inclusive avec les parties prenantes et bénéficiaires au début de projet. Interpeace et les membres du consortium développeront une stratégie / plan de sortie avec les parties prenantes (y compris avec les membres du comité de pilotage) avec des responsabilités qui seront attribuées à chaque partie prenante. Pour assurer la durabilité du projet, il faudra que les résultats pour chaque objectif spécifique soient atteints à la fin du projet. Interpeace et les organisations partenaires s'engageront des lors à inclure de manière participative les différentes parties prenantes dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des différentes interventions. Cette approche participative sera accompagnée d'un suivi régulier des résultats du projet qui montrera l'avancée dans l'atteinte des objectifs et les besoins en investissements qui en ressortent pour que les interventions soient durables.

Dans cette même lignée, le projet, au travers des activités mise en œuvre dans le cadre des objectifs spécifiques 1 et 2 mettra en place des mécanismes de consultation, dialogue et d'échange au sein et entre les communautés, les autorités locales, les forces de sécurité. Notamment, en renforçant la compréhension des besoins et des priorités liés au DDR des membres des communautés, ceci renforcera la confiance verticale et horizontale, et démontrera que les autorités sont à l'écoute et parviennent à travailler en étroite collaboration avec des membres représentatif des communautés et de la société



civile. Sur le long terme, ceci peut contribuer à renforcer la gouvernance et la redevabilité de l'Etat. Néanmoins, le projet ne compte pas créer de nouvelles structures locales dont le fonctionnement post-projet pourrait poser problème, mais s'appuiera sur les structures existantes.

De même, le projet cherchera à poser les bases pour un changement de comportement et la transformation de certaines pratiques et normes socio-culturelles (source de conflit et discrimination au sein de la communauté) qui ont trait aux questions de genre. En particulier, il s'agira d'encourager les hommes, les jeunes hommes, les femmes et les jeunes femmes, d'interroger ces questions en lien avec le DDR. Ce questionnement, les discussions qui s'en suivront, ainsi que le développement de recommandations liées au DDR-C et aux besoins, préoccupations et rôles des femmes (et des hommes) pourront avoir des impacts durables sur les comportements des uns et des autres ainsi que leurs relations. En effet, les questions de genre influencent les facteurs de vulnérabilité auxquels les individus sont confrontés avant, pendant et après les conflits violents, leurs capacités d'y répondre et d'y faire face, ainsi que la façon dont ils participent, influencent et façonnent les processus de paix.

Les stratégies d'intervention seront aussi alignées sur les priorités du gouvernement provincial dans la zone cible, comme la SPS/PAPS pour le Sud Kivu. Des séances de travaux conjoints seront donc organisées au début du projet pour se mettre d'accord sur les différents types d'interventions et activités qui seront mises en œuvre avec les parties prenantes. Le projet devrait donc faciliter et accélérer un certain nombre de processus dont les acteurs de la zone doivent assurer le lead. Le projet ne doit pas être mise en œuvre en parallèle de ces lignes et directives stratégiques, mais devra plutôt accompagner les objectifs qui ont déjà été approuvés par le gouvernement à différents niveaux. De cette façon, à la fin du projet, les acteurs qui auront été impliqués dans le processus identifieront les acquis du projet comme les leurs et s'approprient les capacités acquises pour en assurer la durabilité. Un des buts du projet sera donc de renforcer et d'appuyer les capacités de l'Etat et de la société civile pour qu'ils puissent être en mesure de répondre aux principaux moteurs de conflits qu'ils auront identifiés de manière inclusive.

Enfin, la durabilité de l'action proposée prend en compte les quatre paramètres standards de viabilité (capacité, motivation, ressources et liens avec le préexistant) au travers des objectifs et résultats spécifiques.

III. Le transfert de compétences et de renforcement des capacités des organisations / structures locales partenaires

L'approche de renforcement des capacités se basera sur une mobilisation continue des acteurs non pas sur une base financière mais plutôt sur la construction et le renforcement des engagements envers le processus de stabilisation et DDR-C ainsi que sur le renforcement des compétences pour qu'ils dirigent la processus (y compris après la fin du projet).

Dans le cadre de l'approche de collaboration avec les partenaires locaux, le projet donnera la priorité aux objectifs de renforcement des capacités identifiés par les partenaires eux-mêmes, avec un accent particulier sur les femmes. Les hommes et les femmes qui vont participer quotidiennement au processus de stabilisation en général et du processus de DDR communautaire auront à acquérir des connaissances pratiques et pourront les utiliser pour affronter les questions qui vont se poser après le projet.

La culture de dialogue devra se poursuivre à travers le Comité de suivi du cessez-le-feu de Minembwe, le comité de pilotage et le comité d'appui local. Certes de moyens financiers additionnels vont être nécessaires pour poursuivre ce travail. Les deux comités auront acquis des compétences pour pouvoir appuyer les acteurs de paix au niveau local. Ce projet va continuer la bonne collaboration qui a été promue par Interpeace entre les services publics et les organisations dans la recherche des solutions pour la paix et le développement.



IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

a) Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales

Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales, inclus le(s) partenaire(s) d'exécution supplémentaire(s) dans le consortium (maximum ½ page par organisation participante) :

1. Interpeace

L'action d'Interpeace dans le Sud Kivu s'appuiera en particulier sur le travail d'Interpeace à Minembwe, financé par DFID depuis janvier 2020. L'objectif de ce projet est d'accompagner les acteurs étatiques, les groupes armés et les communautés à travailler ensemble pour la paix. Ce projet prend appui sur un protocole d'entente signé entre le MNS de l'accord cadre d'Addis-Abeba et Interpeace en 2019 qui a officialisé leur collaboration et défini leurs responsabilités respectives dans le cadre du processus de médiation. Ce processus a déjà vu l'organisation de deux dialogues intra-communautaires (au sein des communautés des Babembe et des Banyamulenges) ainsi que la négociation et signature d'un accord de cessez-le-feu entre les acteurs armés actifs dans la région. En RDC, le travail d'Interpeace a pour objectifs de soutenir et mettre en place des initiatives de prévention des conflits et de consolidation de la paix qui s'inscrivent sur le long terme et créent les conditions pour une paix durable, notamment par le biais du renforcement du dialogue et de la confiance au niveau horizontal (entre citoyens, communautés et groupes sociaux) que vertical (entre ces derniers et les autorités, tant formelles qu'informelles, et aux niveaux local, provincial, national et international). Notamment, afin de renforcer cette approche, Interpeace a renforcé sa collaboration avec les acteurs étatiques au niveau national et provincial, y compris la Présidence, les ministères et les autorités provinciales compétentes en matière de consolidation de la paix, prévention des conflits et stabilisation. Cette action s'appuiera aussi sur cet engagement. Staffs existants qui appuieront le projet : Country Director ; Senior Administrative & Finance Manager ; Finance assistant ; Senior Programme Manager ; Programme Manager. Staffs qui seront dédiés à 100% pour le projet : un programme officer et un M&E officer. Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet : Bureau d'Interpeace à Goma et un staff sera placé dans les bureaux d'un partenaire à Bukavu.

Projet	Dates	Bailleur	Financement
Kasai	Mars 2019-sept 2020 (avec possibilité d'extension)	EU	1869122 Euros
Ituri	Juillet 2019-déc 2020	EU	1026431 Euros
Minembwe	Aout 2019-mars 2021	DFID	1148637 GBP
Ensemble pour Beni	Juillet 2018-Dec 2020	SSU	1099303 USD

2. APC

L'ONG Action pour la paix et la Concorde est organisation de droit Congolais située sur les rives du lac Kivu à l'Est de la RDC. Cette ONG apporte une expertise de nombreuses années à accompagner les communautés affectées par des conflits et les acteurs sociopolitiques en les incitant à l'adoption d'alternatives non violentes dans la recherche de sortie de crises. APC intervient dans 4 provinces de la RDC dont Sud-Kivu (Territoires de Kalehe, Kabare, Walungu, Shabunda), Nord-Kivu (Territoires de Walikale et Masisi), Kasai (Territoires de Tchikapa, de Mweka, Tchikapa-villes et dans les sites de Kamako et Kamonia) et Mai-Ndombe (Territoire de Yumbi) et elle est impliquée dans des initiatives et synergies d'actions de paix sous-régionales dans les Grands-Lacs. Dans le cadre de ce projet, les actions seront réalisées dans le Territoire d'Uvira et de Fizi, ainsi que dans la ville de Bukavu. Le choix de cette zone se justifie par la persistance des groupes armés dans ces territoires qui n'adhèrent pas au processus de DDR classique. Même si les activités seront focalisées dans cette zone, les résultats attendus sont de la portée nationale étant donné que l'approche DDRC devrait être utilisée dans les autres provinces de la RDC qui connaissent le phénomène groupe armé. Cet engagement s'appuyera



sur l'expérience d'APC sur les questions de DDR-C et le renforcement de compréhension commune sur les causes profondes de la persistance des groupes armés (GA) au Nord et au Sud Kivu. Un travail qui a notamment vu la mise en œuvre et la signature de l'arrêté Interprovincial portant sur la mise en place de la CIAP-DDRC. APC a actuellement 55 staffs dont 14 femmes. Même si toutes ces personnes ne seront pas directement dans ce projet, leur disponibilité au service de l'organisation APC permet à cette dernière de capitaliser ces ressources. Un programme officer sera sur le projet à 100%.

Principaux projets mis en œuvre en 2019 :

Projet	Bailleur	Financement
Atelier de consultation et validation du draft de la politique foncière dans le cadre de la Réforme Foncière en RDC (SK)	DDC-Coopération Suisse	41719 USD
Programme Tujenge Amani (Territoires de Kalehe, Kabare, Shabunda et Walungu au Sud-Kivu et Walikale dans le Nord-Kivu)	DFAE-Ambassade Suisse en RDC	200000 USD
Projet de Sécurité alimentaire au Sud-Kivu/ FSP ENYANYA dans lequel APC s'occupe de la transformation des conflits fonciers, la sécurisation foncière et l'accès à la terre dans les grandes concessions	MERCY CORPS	281411,56 USD
Programme de Dialogue transfrontalier pour la consolidation de la paix dans la Région de Grands-Lacs	Interpeace GL	193732 USD

3. SOFAD

SOFAD asbl a une équipe pluridisciplinaire qui dispose d'une équipe de 19 staff permanent. SOFAD sera impliqué sur les questions de genre de manière transversale mais soutiendra en particulier la mise en œuvre des activités dans le cadre du résultats spécifiques 3. Dans le domaine de prévention des violences sexuelles et basées sur le genre, SOFAD a plusieurs années d'expériences et a acquis une notoriété au sein des communautés dans la zone. L'organisation s'appuiera sur sa structure existante dont plusieurs leaders communautaires et personnes clés qui apporteront à grande échelle leurs contributions. Son expertise sera aussi partagée avec les autres membres du consortium par une participation active dans certaine de leur intervention en y apportant cette expérience aussi dans le dialogue qui doit tenir compte de la représentativité du genre. SOFAD compte travailler avec les leaders communautaires issus des communautés concernées par le projet et assurera que l'approche sensible au genre soit intégrée de manière transversale dans chaque objectif du consortium. SOFAD travaille avec les Clubs de paix, les groupes de dialogue en territoire d'Uvira, Fizi et Kabare Nord. 50 noyaux de paix ont été installés et sont opérationnels qui contribuent à la documentation et à la dénonciation de cas de violation des droits humains, des violences sexuelles et la détention illégale des armes légères. SOFAD a contribué aussi à l'installation de comité de pilotage de la R1325 dans certain groupement de la zone opérationnel mais aussi à mener des campagnes pour la promotion et la participation de la femme dans les instances des prises des décisions. Étant donné que les activités qui seront mises en œuvre par SOFAD dans le cadre de ce projet seront limitées, un programme officer sera recruté pour une période de six mois.

Projet	Dates	Bailleur	Financement
Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani	Juillet 2017 – Février 2020	UNDP/ FCS	509.444 USD



Prévention des violences basées sur le genre	Janvier – Décembre 2019	Kvinna till kvinna/ Sida	59.993 USD
--	-------------------------	--------------------------	------------

b) Présentation des expériences pertinentes

Titre du projet : Roadmaps for Peace	
Durée	Janvier – Décembre 2020
Budget	1.14m GBP
Bailleur	DFID
Organisations de mise en œuvre	Interpeace, ADEAPAE, SVH
Pays de mise en œuvre	RDC
<p>L'objectif du projet 'Roadmaps for Peace' est de travailler avec le Mécanisme National de Suivi (MNS) de l'accord cadre d'Addis-Abeba, au nom du Gouvernement a lancé, pour assurer la médiation d'un accord de cessez-le-feu à Minembwe et ensuite établir, sur base de dialogues intra- et intercommunautaires au niveau local et national, une feuille de route pour la paix qui assure le maintien du cessez-le-feu et permette le développement de solutions durables.</p> <p>En février 2020, le processus de médiation intra-communautaire a débuté. Un premier forum, au sein de la communauté Banyamulenge a eu lieu en février 2020 et un deuxième, au sein de la communauté Babembe, a eu lieu en mars. Ces forums avaient pour objectif principal d'identifier les causes de la guerre et proposer des solutions pour arrêter les hostilités. Ils avaient également pour objectifs spécifiques : - Faire participer les leaders d'opinions des communautés, venant du monde entier, dans la recherche de la cessation des hostilités et des violences en cours dans les moyens et hauts plateaux ; - Renforcer la cohésion sociale au sein des communautés afin d'améliorer les conditions pour une vie communautaire plus harmonieuse ; - Identifier les causes fondamentales endogènes et exogènes à la base des guerres cycliques dans les hauts et moyens plateaux et proposer des pistes de solutions consensuelles ; - Proposer des stratégies susceptibles de faciliter la cohabitation harmonieuse avec les autres communautés et identifier les actions pouvant aider l'Etat congolais à recouvrer son autorité sur l'ensemble des hauts et moyens plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itombwe) et assurer la protection des citoyens ; - Proposer des stratégies pouvant faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et le retour des populations déplacées dans leurs villages respectifs. A l'issue de ces rencontres respectives, les représentants ont signé une déclaration soulignant leur engagement à contribuer à la cessation de la violence et à la coexistence pacifique avec les autres communautés.</p> <p>A la mi-mars, quelques jours après le Forum de la communauté Babembe, dans un contexte d'escalade des hostilités, Interpeace a soutenu les négociations d'un cessez-le-feu pour tenter d'apaiser le conflit faisant rage dans la région. Les négociations ont eu lieu à Uvira pendant deux jours avec les chefs des différents groupes armés actifs dans la région. Les négociations ont été précédées par des réunions préparatoires dans les zones d'opérations respectives des groupes afin de les convaincre du bien-fondé du processus, de l'importance de leur participation et de répondre à leurs éventuelles préoccupations. L'objectif principal des négociations était d'obtenir un accord de cessez-le-feu immédiat entre les chefs des groupes armés afin de créer un environnement propice pour que le gouvernement et les communautés locales s'accordent sur une feuille de route pour la paix. Elles visaient également à créer les conditions nécessaires au retour des personnes déplacées dans leur région d'origine. Les négociations ont abouti à un cessez-le-feu immédiat et les groupes ont notamment accepté de rouvrir des routes qui avaient été fermées pendant longtemps, permettant ainsi le retour des déplacés internes. En outre, un comité de suivi du cessez-le-feu a été mis en place pour assurer la mise en œuvre et le respect de l'accord. Depuis sa création, le comité a déjà réagi à plusieurs violations de l'accord, qu'il a réussi à arbitrer en évitant les représailles.</p>	



Titre du projet : Processus du Forum Interprovincial sur les causes de la persistance des Groupes Armés dans les Provinces du Nord Kivu et Sud-Kivu	
Durée	Février à Septembre 2018
Budget	95 000 dollars USD
Bailleur	PBF
Organisations de mise en œuvre	APC
Pays de mise en œuvre	RDC
<p>Le forum Interprovincial sur la persistance des Groupes Armés dans les Provinces du Nord et du Sud-Kivu a regroupé 124 acteurs, dont 16 femmes, issus du gouvernement (Présidence de la RDC, Ministères de la défense nationale, des Affaires intérieures et du Plan), des autorités provinciales (ministères provinciaux de l'intérieur, plan, affaires foncières, mines, agriculture), du STAREC, des forces de sécurité (armée et police), des autorités politico-administratives et coutumières au niveau local, ainsi que des communautés et de la société civile.</p> <p>Les objectifs spécifiques visaient à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la compréhension commune sur les causes profondes de la persistance des groupes armés (GA) au Nord et au Sud Kivu ; - Élaborer une feuille de route contenant des actions à mener pour réduire la multiplicité et l'activisme des groupes armés ; - Définir les approches alternatives pratiques susceptibles de renforcer le désarmement de ces groupes armés, leur démobilisation et la réinsertion des ex-combattants ; - Obtenir l'engagement des participants dans la mise en œuvre des actions définies dans la feuille de route ; - Obtenir un accompagnement politique des processus à mettre en œuvre à travers un cadre normatif. <p>Trois résultats majeurs ont été obtenus à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification, l'analyse et la validation des causes de la persistance des groupes armés au Nord et Sud Kivu par les 124 participants venus de Kinshasa, Goma, Walikale, Masisi, Kalehe et Bukavu ; - La définition des actions et mécanismes alternatifs aux fins de renforcer la démobilisation des groupes armés et la réinsertion des ex-combattants et jeunes désœuvrés dans leurs communautés respectives. Ces actions et mécanismes ont été coulés dans une feuille de route validée par tous les participants ; - La signature de l'arrêté Interprovincial portant mise en place de la Commission Interprovinciale d'appui à la Sensibilisation, Démobilisation, Désarmement et Réinsertion Communautaire. <p>La Stratégie d'intervention a été constituée suite à un processus composé des étapes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse du contexte socio sécuritaire ayant posé les premières bases de la problématique des groupes armés ; - Des rencontres avec les acteurs clés dans les territoires et dans la ville de Goma et Bukavu ; - Une mission préparatoire organisée avec les autorités provinciales, certains députés, des leaders des communautés ethniques ; - Un atelier d'analyse du contexte portant sur les enjeux de la persistance des groupes armés dans les territoires de Kalehe, de Masisi et de Walikale tenu à Minova ; - Un atelier provincial de présentation des résultats d'analyse du contexte organisé à Bukavu ; - Des réunions techniques ponctuelles impliquant APC, UNHABITAT, MONUSCO SSU Sud-Kivu et Nord-Kivu ; - Une réunion pédagogique impliquant les experts du Nord et Sud Kivu tenue à Bukavu pour harmoniser les outils techniques préparatoires ; 	



- Un atelier de consultation des acteurs territoriaux tenu à Minova pour approfondir les causes de la persistance des groupes armés ;
- Une mission d'experts de la stabilisation à Kinshasa dans le but de rencontrer les acteurs politiques et sociaux en vue de les informer sur le processus et obtenir leur implication ;
- Des réunions de présentation de l'état d'avancement du processus aux gouvernements provinciaux du Nord et Sud Kivu, ce qui a servi de cadres de préparation du présent forum.
- Dans le processus, les Gouverneurs des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont signé le 6 Novembre 2018, un arrêté interprovincial N° 001/ 001/ CAB/GP-SK/GP-NK/2018 DU portant sur la création et le fonctionnement du comité de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route issue du forum interprovincial sur la persistance des groupes armes dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Cet arrêté pose les bases du processus de cette démobilisation à base communautaire au niveau provincial et exprime une appropriation du processus ainsi qu'une volonté politique de prendre en main et mettre en œuvre les actions prioritaires au niveau local et provincial. Ainsi, le comité de suivi institué par cet arrêté jouera le principal rôle dans le présent projet et ce dans les activités prévues aux niveaux local, provincial et national.

Titre du projet : TUJENGE PAMOJA KWA AJILI YA AMANI	
Durée	2 ans
Budget	382 000 USD
Bailleur	Alerte Internationale / Fonds de cohérence
Organisations de mise en œuvre	SVH
Pays de mise en œuvre	RDC
Description du projet : Objectif, résultats obtenus, stratégie d'intervention	
<p>L'objectif du projet se résume comme suit : les hommes et femmes dans la zone prioritaire et l'Etat Congolais engagent un processus de dialogue inclusif pour résoudre les causes profondes de conflit, consolider la paix et créer des conditions de stabilité des institutions et de relèvement économique de la zone. Basée à Minembwe, SVH était positionnée dans les hauts plateaux d'Itombwe sur deux thématiques à savoir : dialogue démocratique et gouvernance sécuritaire en travaillant avec les hommes, les femmes, les autorités, les jeunes, les FARDC, la PNC, les OSC autour de l'entité territoriale Décentralisée ETD (secteur d'Itombwe), groupements Basimukindji I et Basimunyaka.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des structures locales de paix mixtes fonctionnelles composées de membres de différentes communautés dont elles sont mandatées. - Développement de l'esprit de concertation des leaders communautaires de différentes communautés dans la recherche des solutions collectives de paix (résilience). - Sensibilisation continue des groupes armés au DDR à base communautaire. - Collaboration des jeunes mixtes dans différentes initiatives de paix, et de cohésion sociale intercommunautaire accompagnées aujourd'hui par le projet CAM, « construisons un avenir meilleur », projet focalisé sur la promotion du leadership et le mentorat des jeunes pour la paix et la sécurité dans les hauts plateaux de Minembwe et Itombwe. - Production de la cartographie des zones à haut risque sécuritaire et de protection échangée et validée avec les autorités territoriales à Uvira, provinciales à Bukavu, et nationales à Kinshasa. - Production du plan local de sécurité échangé et validé avec les autorités, le conseil consultatif, les leaders de la société civile à Mikenge. <p>Stratégies :</p>	



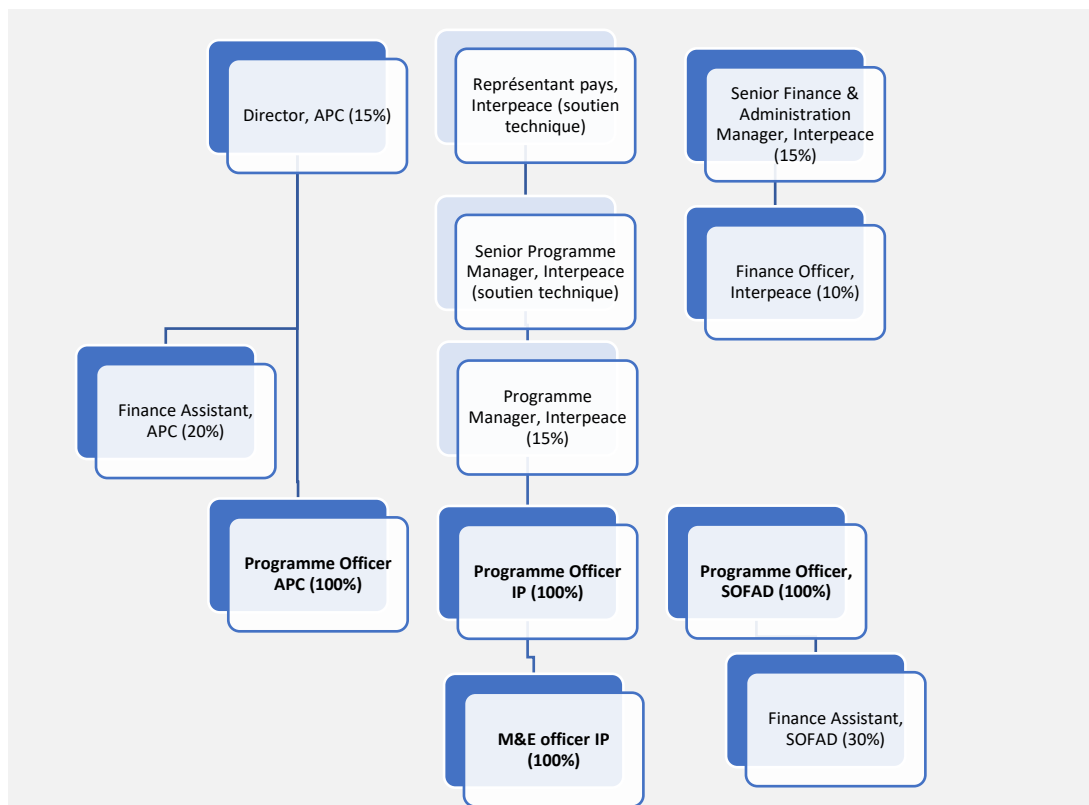
- Analyse participative de conflit/ contexte
- Production des alertes rapides
- Renforcement des capacités
- Facilitation des espaces de dialogue, de médiation et de plaidoyer
- Collaboration avec les autorités
- Collaboration avec les médias
- Accompagnement

V. Gestion et coordination

a) Gestion et coordination du projet

1. *Présentation succincte des modalités de coordination et collaboration avec les partenaires de mise en œuvre (coordination interne) y compris un organigramme illustrant la structure du consortium*

Le consortium « Mchango Wetu Kwa Amani » va bâtir sur les expériences et les connaissances de ses membres. En interne, Interpeace assurera le rôle de lead, c'est-à-dire qu'il sera le premier point de contact pour le bailleur, contrôlera les budgets, sera chargé des processus d'évaluations et de suivi. Les autres organisations seront des co-leads pour assurer une bonne collaboration et s'assurer que le programme bénéficie de l'expérience et de l'expertise des différentes organisations.



Organigramme du Task force de coordination du consortium Mchango wetu kwa Amani

Les décisions stratégiques concernant le projet seront prises conjointement, tout en appréciant les domaines d'intervention des différentes organisations et le fait que toutes les organisations ne seront pas actives durant toute la durée du projet :

- Interpeace travaillera, en collaboration avec les autres membres du consortium, sur l'engagement politique en étroite collaboration avec la Présidence et son service technique le MNS, le Cabinet du Premier Ministre, les Ministères de la Défense et la FARDC, de l'intérieur et du Plan, les services spécialisés STAREC au niveau provincial et national ;
- APC puisera dans son expérience sur la gestion du processus DDR communautaire et le travail déjà réalisé avec la CIAP-DDRC.



- SOFAD sera impliqué dans les activités autour des questions de genre. L'organisation utilisera son expérience de travailler avec les Noyaux de Paix, les Groupes de dialogue, les Clubs et sous clubs de paix et les Clubs d'écoute ;

Un task force coordination sera mise en place au sein du Consortium afin d'assurer la bonne coordination et le séquençage des activités du projet. Cette unité sera composée de points focaux de chaque organisation partenaire et se réunira régulièrement afin de discuter de la stratégie d'intervention, d'identifier des solutions à tout problèmes liés au projet et assurer que la synergie des interventions. Il sera question, pendant la phase de démarrage, d'élaborer : un plan de travail conjoint et en assurer le suivi régulier auprès des membres du Consortium ; un calendrier concerté des réunions, de rapportage périodique et des missions de suivi des activités ; un «Area Based Action Plan» (ABAP) pour une meilleure coordination et synergies des activités des membres du consortium et nos partenaires d'implémentation respectifs sur la base des collectivités/groupements ciblées ; un plan de suivi des résultats ; une stratégie de communication ; une stratégie genre ; une stratégie de plaidoyer ; et, dans la mesure du possible, une stratégie de mobilisation des fonds additionnels.

1. *Présentation de la stratégie de coordination 1) avec les sections de la MONUSCO et 2) avec les autres projets de stabilisation (financés par le FCS ou alignés) mis en œuvre dans la zone prioritaire.*

Ce projet est ancré sur la coordination horizontale et verticale afin d'assurer que les résultats soient soutenus par les acteurs clés à leur mise en œuvre durable. Notamment, le comité de pilotage, qui sera composé de représentants de ministères et institutions nationales et provinciales ainsi que de membres du Comité de suivi du cessez-le-feu de Minembwe sera mis en place pour assurer la coordination entre les organisations représentées mais aussi avec d'autres acteurs clés, tant des acteurs congolais qu'internationaux (notamment la Section Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation (DDR / RR) de la MONUSCO et toute autre section pertinente de la Mission) au niveau local, provincial et national. Le comité aura pour objectif de fournir une orientation stratégique au processus, d'informer les aspects plus techniques, tels que les outils et la méthodologie des consultations, d'encourager l'appropriation du projet par les acteurs clés. Le comité examinera l'avancement général du projet et se réunira régulièrement tout au long du projet.

La coordination avec des autres projets de stabilisation mis en œuvre dans la même zone sera assurée par la mise en œuvre d'une évaluation de manière conjointe en début de projet sur les processus de médiation et de DDR antérieurs et en cours. Ceci permettra d'identifier l'ensemble des projets et des acteurs œuvrant dans la zone prioritaire, d'assurer que leurs expériences soient reflétées dans le projet, que celui-ci s'appuie sur leurs acquis afin de ne pas les dupliquer, mais aussi d'identifier des synergies entre l'ensemble de projets en question.

En particulier, Interpeace assurera la coordination avec les autres organisations qui travailleront dans le cadre de cet AAP, et continuera à renforcer la coordination entre les organisations travaillant sur la paix dans la région afin d'éviter la duplication et que les différents projets se soutiennent et s'appuient les uns sur les autres. Notamment, Interpeace prévoit d'inclure dans diverses activités les autres organisations de consolidation de la paix active dans la région, notamment Search For Common Ground, International Alert ainsi que des organisations nationales comme Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et Action pour le Développement et la Paix entre les Ethnies (ADEPAE). Ceci permettra de les tenir au courant de l'évolution du projet, d'obtenir leurs contributions et d'informer, le cas échéant, les activités que ces organisations mènent dans la région. Par exemple :

- Interpeace, ADEPAE et SVH travaillent ensemble dans le cadre du projet « Roadmaps for Peace » financé par DFID et qui a commencé en janvier 2020. Le projet, qui est toujours en cours, est mené sous le leadership du MNS au nom du gouvernement. Il a pour objectif d'assurer la médiation d'un accord de cessez-le-feu à Minembwe et établir, sur base de dialogues intra- et intercommunautaires au niveau local et national, une feuille de route pour la



paix qui assure le maintien du cessez-le-feu et permet le développement de solutions durables. Dans ce cadre, Interpeace fournit une assistance technique en arrière-plan et l'ADEPAE et le SVH ont travaillé sur l'organisation des réunions intra-communautaires au sein de la communauté des Banyamulenge et des Babembe. En mars 2020, des négociations de cessez-le-feu ont été menées avec les chefs des différents groupes armés actifs dans la région. Elles ont abouti à un cessez-le-feu immédiat et la mise en œuvre d'un comité de suivi du cessez-le-feu pour assurer la mise en œuvre et le respect de l'accord. Depuis sa création, le comité a déjà réagi à plusieurs violations de l'accord, qu'il a réussi à arbitrer en évitant des représailles. Une priorité, dans le cadre de ce projet, sera donc de soutenir le travail du comité afin d'assurer sa durabilité et son efficacité, notamment en matière de DDR-C.

- Search for Common Ground pour le Consortium « Maji Ya Amani » en partenariat avec l'Initiative pour un Leadership Cohésif travaille dans la Plaine de la Ruzizi avec de nombreuses structures de paix. En particulier, dans le cadre du processus de Murhesa, ils ont organisé une rencontre en Décembre 2019 entre des représentants de 34 groupes armés, de l'armée, de la police, de la société civile, des députés nationaux et provinciaux qui a abouti à un engagement de cessation des hostilités.

b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Les soumissionnaires doivent mener une analyse de risque approfondi pour prendre en compte tous les éléments qui pourraient empêcher le progrès vers les résultats attendus, sous forme d'une matrice de gestion de risque. L'objectif de cette analyse est d'identifier les risques (externes et internes) et leurs mesures de mitigation. Les soumissionnaires rempliront cette matrice de risques en prenant en compte le contexte au niveau local dans la zone prioritaire, ainsi que les dynamiques au niveau provincial, national et/ou régional. Veuillez identifier au moins cinq à dix risques (il est possible d'identifier plusieurs risques pour un seul résultat).

Il est attendu des organisations qu'elles utilisent le canevas proposé (voir [l'annexe 3](#)).

c) Suivi et évaluation

I. Le cadre logique détaillé

Le cadre logique détaillé se trouve en annexe à ce document.

II. Stratégie de suivi & évaluation

Le suivi et évaluation (S&E) du projet reposera sur un cadre complet de suivi, évaluation et redevabilité. Ce cadre mesurera la réalisation des activités, des produits et des résultats spécifiques tels que détaillés dans le cadre logique. En coordination avec le secrétariat technique et la cellule S&E de l'Unité de la Stabilisation de la MONUSCO, Interpeace et ses partenaires définiront les données quantitatives et qualitatives qui peuvent être collectées par le projet pour analyser sa contribution aux théories de changement et au niveau des effets et impact poursuivi par l'ISSSS.

Le plan de S&E prévoit :

- Une étude de base
- Un atelier de travail au début du projet pour définir les rôles de chaque organisation dans la collecte des données, pour développer les outils de collecte de données et mettre en place un plan de travail
- Un processus de récolte des résultats (outcome harvesting) : à mi-chemin et à la fin du processus, les partenaires au projet procéderont à un exercice pour récolter et analyser les résultats attendus et inattendus du processus. Ceci aidera à comprendre les changements de comportement ainsi que comment et pourquoi ces changements ont été catalysés, notamment par les efforts de plaidoyer déployés. Les résultats de l'exercice seront inclus dans le rapport



semestriel/annuel présentant les progrès dans la mise en place du cadre de résultats ainsi que dans le rapport final.

- Le suivi des activités et des produits en continu par les partenaires de mise en œuvre de ce projet
- Un atelier de clôture du projet
- Une évaluation finale

Afin d'assurer le suivi des indicateurs et communiquer à propos de l'évolution du projet, des rapports d'avancement seront fournis à Interpeace par chaque partenaire selon le plan de rapportage ci-dessous. Interpeace soumettra ensuite les rapports requis au secrétariat technique. Les rapports rendront compte des progrès réalisés selon les indicateurs à tous les niveaux qui figurent dans le cadre logique.

Type d'activité S&E	Parties responsables	Délais
Rapportage d'avancement sur la base des indicateurs		
Rapports des organisations partenaires à Interpeace	Rapport trimestriel de APC	Selon le calendrier de rapportage de I4S
Rapports semestriel d'Interpeace au Secrétariat Technique (narratif et financier)	Interpeace	Selon le calendrier de rapportage de I4S
Rapports annuel d'Interpeace Secrétariat Technique (narratif et financier)	Interpeace	Selon le calendrier de rapportage de I4S
Rapport final d'Interpeace au Secrétariat Technique (narratif et financier)	Interpeace	Selon le calendrier de rapportage de I4S
Compte rendu des réunions et visites		
Rapports d'activités programmatiques comme réunions, séances, ateliers, formations	Acteur de la mise en œuvre de l'activité	1 semaine après l'activité en question
Compte rendus ateliers de lancement et ateliers de clôture	Interpeace	1 semaine après la réunion
Rapport évaluation final	Consultant ou cabinet d'expertise /Acteurs de Mise en œuvre	Selon le contrat signé

Le canevas des rapports (narratif et financier) semestriel, annuel et final sera celui proposé par le I4S. Interpeace sera en charge de s'assurer de la soumission des rapports des organisations partenaires en temps voulu et que ceux-ci rendent compte des indicateurs conformément à ceux décrits dans le document de projet. Interpeace sera en charge de compiler l'ensemble des rapports en un seul rapport semestriel, annuel et final qui seront approuvés par le secrétariat technique. Les organisations partenaires assureront le suivi continu du projet et proposeront au secrétariat technique des missions conjointes de monitoring et suivi pour assurer le bon déroulement du projet et la résolution des difficultés rencontrées.

Les outils et méthodes de collecte de données en lien avec les indicateurs seront mis en place par les organisations partenaires et partagés avec le secrétariat technique. La stratégie de suivi et évaluation est basée sur le format du cadre logique et des indicateurs standards pertinents qui sont fournis par la cellule S&E. En plus de cela, la stratégie mettra un accent sur les outils provenant des méthodologies « Outcome Harvesting » et « Most Significant Change ». Interpeace et les organisations partenaires mèneront une réflexion axée sur la récolte des résultats à mi-chemin et à la fin du processus, ainsi



qu'une évaluation des "changements les plus significatifs" vers la fin de l'initiative. Cela permettra de s'assurer que les changements voulus ainsi que non voulus seront pris en compte grâce à une forme plus participative de suivi et d'évaluation. Ces outils permettent également d'approfondir le questionnement quant au changement attendu au niveau du résultat global et des résultats spécifiques, pour focaliser l'attention sur l'impact stratégique du programme. Interpeace a une longue expérience de ces approches qui se sont révélées être une valeur ajoutée dans la mise en œuvre de programmes de consolidation de la paix.

d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC

Une stratégie de communication, qui appuiera le plan de plaidoyer, sera développée en début du projet par Interpeace et ses partenaires. Ceci nous permettra de déterminer avec qui et comment nous allons communiquer pour partager des informations au sujet des résultats de notre travail et des leçons apprises, ainsi que pour influencer les acteurs et politiques clés aux efforts de paix et de DDR. Compte tenu de la sensibilité du sujet, la stratégie de communication ciblera principalement les parties prenantes directement ciblées par le programme et moins le grand public afin de minimiser les risques de politisation du processus.

Interpeace assurera la mise en place de toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du projet financé par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation. Tous les rapports et produits développés par Interpeace et ses partenaires pendant la durée du projet ainsi que les matériaux achetés feront mention de l'origine des fonds. Des produits de communication seront développés pour diffuser les résultats atteints par le projet au niveau local, provincial et national et seront adaptés aux attentes des différentes parties prenantes.

La stratégie inclura également des approches pour assurer la connaissance et la visibilité des activités du programme et de l'ISSSS auprès des parties prenantes. Les outils de communication envisagés comprennent notamment :

- Visibilité digitale : Les rapports et autres produits du projet seront publiés sur le site web d'Interpeace et ses partenaires d'implémentation et autres plateformes d'organisations de consolidation de la paix. Des articles et newsletters seront également produits et relayer à travers les médias sociaux et le mailing liste de divers acteurs clés à travers le monde consolidée par Interpeace au courant de ses deux décennies d'existence.
- Visibilité sur les réseaux sociaux : des photos, activités, informations et documents seront publiés dans les réseaux sociaux des organisations membres du partenariat
- Visibilité médiatique : l'engagement avec les médias opérationnels dans les lieux d'intervention pour partager et vulgariser des informations sur le projet et les résultats liés à sa mise en œuvre sera assuré. Il s'agira d'éviter la diffusion d'information fausse et d'accorder une plateforme aux partenaires du projet, y compris les femmes.



VI. ANNEXES

ANNEX 1 : CARTHOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE STABILISATION

Nom de l'organisation	Intitule du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
Alert international en collaboration avec SVH	Vijana Tunaweza (Jeunesse nous pouvons)	Ce projet visait à renforcer la résilience des jeunes leaders, à accompagner ces derniers dans la recherche de la paix et de la sécurité dans les hauts plateaux de Minembwe et Itombwe, en renforçant leurs capacités, en facilitant les liens entre leurs efforts et les autorités, en facilitant des espaces d'échanges d'expériences entre ces jeunes de hauts plateaux toutes sensibilités confondues et ceux du Rwanda et du Burundi afin de les outiller à dépasser la peur, la manipulation, les rumeurs, les préjugés, les stéréotypes identitaires, la haine ethnique et construire ensemble la paix et le développement, avec l'appui financier du fonds de cohérence et de l'union européenne.	Ce projet a formé 50 jeunes (40 garçons et 10 filles) de Minembwe sur le leadership. Dans les premiers contacts, l'équipe du projet fera une évaluation sur leur implication dans les activités de paix et de développement avant de les intégrer activement dans les activités du projet.
Interpeace en consortium avec OIM, l'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC) World Vision (WV) Search for Common Ground (SFCG)	Ensemble pour Beni (EpB) financé par les Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)	Le programme « Ensemble pour Beni » a pour objectif de contribuer à l'instauration d'un environnement favorable à une stabilité et à une paix durable qui sera essentiel pour le développement socio-économique de la région. Ce projet de stabilisation a pour enjeu de traiter de manière intégrée les dynamiques de conflits afin de renforcer la sécurité des femmes et hommes, la légitimité de l'Etat congolais et de ses institutions et la résilience socioéconomique aux conflits entre les populations.	L'expérience de collaboration entre les services étatiques, STAREC en particulier, va être pris en compte pour inspirer les réunions de coordination et de pilotage. Comme dans la zone de Beni, les populations locales du Sud du Sud-Kivu n'ont pas confiance en leurs institutions étatiques car elles pensent que ces institutions ne sont pas mesurées d'assurer leur protection et de leur offrir des services de base. L'expérience que le dialogue qui implique tous les niveaux peut ramener la confiance entre les



			dirigeants et les dirigés dans un contexte des tensions et de violence.
Alert International	Tujenge Pamoja kwa ajili ya amani (Construisons ensemble pour la paix	Dans ce projet exécuté par International Alert et 9 partenaires, le dialogue démocratique étaient le soubassement des autres objectifs et touchait aussi bien la gouvernance foncière que la sécurité, la réinsertion et les relations genre	Dans ce projet SVH était positionnée sur deux piliers notamment le dialogue démocratique qui visait l'accompagnement des communautés dans la recherche des solutions collectives et concertées de paix avec l'appui des autorités et la gouvernance sécuritaire qui consistait en l'appui aux autorités, aux entités territoriales décentralisées en collaboration avec les communautés locales, sur la gouvernance sécuritaire dans la zone prioritaire I (territoire d'Uvira, plaine de la Ruzizi, moyens et hauts plateaux d'Itombwe). Ce projet était basé à Minembwe où SVH avait un bureau de terrain. Ce projet va interagir avec les 15 comités locaux de paix mis en place dans les groupements Basimukinje 1 ^{er} et Basimunyaka.
Search for Common Ground.	Maji ya amani", un projet pour réduire les conflits intercommunautaires dans la plaine de la RUZIZI au Sud-Kivu	Les communautés locales dans la plaine de la Ruzizi sont engagées dans la lutte pour la réduction des conflits intercommunautaires. Ces travaux consistent à irriguer l'eau de la rivière Luberizi afin de faciliter la fertilité. En dehors du travail d'irrigation, Search for Common Ground a mis en place des comités de paix qui font la sensibilisation et de la médiation entre les communautés.	Search for Common Ground est présente dans ce consortium. L'organisation pourra apporter son expertise dans les dialogues en utilisant des approches combinées.



ANNEXE 2: PLAN DE TRAVAIL

Aucune construction ne peut commencer au cours du dernier trimestre du projet.



RESULTATS :	CALENDRIER :								RESPONSABLES :
	Année 1				Année 2				
	Q 1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	
Résultat spécifique 1: Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDR communautaire entre les ministères et institutions concernés aux niveaux national et provincial									
Produit 1.1. : Une cartographie des processus antérieurs et des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu (avec un accent sur les hauts et les moyens plateaux d’Uvira-Fizi-Itombwe), comprenant une analyse des leçons apprises, des bonnes pratiques, et des lacunes à combler (y compris avec un accent sur la dimension genre), est produite									
Activité 1.1.1 : Réunions régulières entre les partenaires du projet, y compris pour mettre en place une « task force de coordination »									Interpeace, APC et SOFAD
Activité 1.1.2 : Séance d’évaluation des processus de médiation et de DDR-C antérieurs, les leçons apprises, les bonnes pratiques et les lacunes à combler (avec un accent particulier mis sur la dimension genre)									Interpeace, APC et SOFAD
Activité 1.1.3 : Analyse des résultats de l’évaluation et production d'un document de synthèse sur les leçons apprises, les bonnes pratiques, les lacunes à combler et les rôles et responsabilités des différents acteurs dans le cadre du DDR communautaire									Interpeace avec soutien de APC et SOFAD
Activité 1.1.4 : Collecte de données et mise à jour de la cartographie des groupes armés dans la zone ainsi que des acteurs qui les influencent formellement et informellement (« tireurs des ficelles »)									APC, avec appui technique d’Interpeace



Produit 1.2. Une compréhension commune sur la division des rôles et responsabilités liés au DDR-C est atteinte entre les autorités au niveau national et provincial								
Activité 1.2.1 : Sur base de l'évaluation des processus antérieurs et du rôle des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu, ateliers avec les acteurs provinciaux et nationaux pour s'accorder sur les rôles et responsabilités liés au DDR-C et pour mettre en place et soutenir un comité de pilotage								Interpeace
Activité 1.2.2 : Rédaction et validation d'une stratégie de coordination pour le DDR-C qui agrège les résultats des ateliers								Interpeace
Activité 1.2.3 : Engagement régulier avec le comité de pilotage (dans le cadre des activités d'engagement et plaidoyer aux niveaux provincial et national)								Interpeace et APC
Résultat spécifique 2: Une stratégie de DDR centrée sur les communautés est conçue, validée et appropriée par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif								
Produit 2.1 : Une stratégie de DDR communautaire est produite par les communautés impliquées dans le conflit dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe.								
<u>Activité 2.1.1</u> : Élaboration du guide de consultation sur le DDR-C en tenant compte des lacunes des processus antérieurs								Interpeace, en collaboration avec APC
<u>Activité 2.1.2</u> : Engagement avec les leaders communautaires (hommes et femmes) pour préparer les consultations sur la stratégie de DDR-C								APC, en collaboration avec Interpeace
<u>Activité 2.1.3</u> : Séances de consultation pour identifier les éléments clés d'une stratégie de DDR-C qui prends en compte les perspectives, besoins, priorités et								



capacités des membres des communautés en ce qui concerne le DDR-C								
<u>Activité 2.1.4</u> : Séances de consultation avec les autorités et la Commission interprovinciales pour développer les aspects techniques du DDR-C								
<u>Activité 2.1.5</u> : Séances d'identification des éléments clés d'une stratégie de DDR-C auprès des représentants des groupes armée pour prendre en compte les perspectives, besoins, priorités et capacités des membres des groupes armées en ce qui concerne le DDR-C								Interpeace, en collaboration avec APC
<u>Activité 2.1.6</u> : Travail de rédaction de la stratégie de DDR-C qui soit sensible aux contextes et aux dynamiques locales des conflits								Interpeace, en collaboration avec APC
<u>Activité 2.1.7</u> : Séances de restitution de la stratégie auprès des représentants des communautés								APC
Produit 2.2 : Une reconnaissance de la stratégie de DDR-C est exprimée par les ministères et les institutions gouvernementales aux niveaux provincial et national								
Activité 2.2.1 : Réunions avec les autorités locales, provinciales, nationales et internationales pour présenter le projet et s'accorder l'approche, les rôles et responsabilités, la méthodologie et les étapes du processus								Interpeace en collaboration avec APC
Activité 2.2.2 : Séances régulières d'engagement et de plaidoyer aux niveaux local et provincial								APC en collaboration avec Interpeace



Activité 2.2.3 : Séances régulières d'engagement et de plaidoyer au niveau national									Interpeace en collaboration avec APC
Activité 2.2.4 : Restitutions pour présenter la stratégie de DDR-C auprès des autorités locales, provinciales, nationales et internationales, et des représentants clés des groupes armés									Interpeace en collaboration avec APC
Activité 2.2.5 : Consolidation de la stratégie de DDR-C sur base des résultats des restitutions et qui reflète les rôles et responsabilités des acteurs étatiques (convenus dans la stratégie de coordination)									Interpeace en collaboration avec APC
Activité 2.2.6 : Validations de la stratégie de DDR-C par les membres du gouvernement									Interpeace
Résultat spécifique 3 : Un projet pilote, ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psycho-sociale et économique et renforce la cohésion sociale									
Produit 3.1 : Des groupes de sociothérapie sont établis, fonctionnels et ancrés au sein de la communauté									
<u>Activité 3.1.1</u> : Sélection de la zone d'intervention, mise en place d'un comité d'appui local et préparation des consultations pour la sélection des membres du projet									APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.1.2</u> : Consultations et sélection des membres du projet									APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.1.3</u> : Développement d'un manuel et un processus d'accompagnement des groupes de sociothérapie									APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.1.4</u> : Prospection, sélection et formation des facilitateurs									APC, avec appui d'Interpeace



<u>Activité 3.1.5</u> : Identification et sélection des membres du projet pilote								APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.1.6</u> : Mise en place des groupes de psychothérapie								APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.1.7</u> : Engagement et sensibilisation communautaire								APC, avec appui d'Interpeace
Produit 3.2 : Renforcement des compétences de 20 ex-combattants et 20 jeunes nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'un processus de guérison des traumatismes et de réintégration								
<u>Activité 3.2.1</u> : Accompagnement psychosocial et dialogues pour renforcer les compétences émotionnelles et sociales et permettre la guérison des traumatismes								APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.2.2</u> : Formations sur des thèmes comme le DDR, la consolidation de la paix, les questions de genre et de masculinité, l'éducation civique								APC, avec appui d'Interpeace
<u>Activité 3.2.3</u> : Formations pour soutenir la réintégration socio-économique des membres du projet et renforcement des compétences de gestion et exécutives								APC, avec appui d'Interpeace
Produit 3.3. : Une initiative socio-économique développée, mise en œuvre et gérée conjointement par les membres du projet pilote promeut la « réconciliation en action »								
<u>Activité 3.3.1</u> : Appui au développement et à la mise en œuvre conjointe d'une activité socio-économique dans le cadre d'un partenariat public-privé								
<u>Activité 3.3.2</u> : Suivi et évaluation de la mise en œuvre de l'initiative socio-économique								
Résultat spécifique 4 : Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés, elles sont équipées et soutenues par la communauté pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire								
Produit 4.1 : Les connaissances et les compétences en matière de médiation et de négociation des femmes des communautés impliquées dans le conflit des hauts et moyens plateaux sont renforcées								



Activité 4.1.1 : Identification des femmes influentes au niveau de chaque communauté qui sont intéressés de s'engager dans un groupe de médiation et sensibilisation, et qui idéalement participent aussi dans les séances d'élaboration d'une stratégie de DDR-C									SOFAD, avec appui d'Interpeace
Activité 4.1.2 : Préparation et conduite des séances de formation et coaching (par exemple sur le DDR, la consolidation de la paix, les questions de genre et conflits, la médiation et le plaidoyer)									SOFAD, avec appui d'Interpeace
Produit 4.2. Les femmes formées mènent des activités de sensibilisation pour soutenir les efforts de DDR-C									
Activités 4.2.1 : Soutien technique aux femmes formées pour développer des recommandations sur les questions de genre et de DDR, ainsi que sur les rôles de femmes dans la mise en œuvre de processus de DDR-C									SOFAD, avec appui d'Interpeace
Activité 4.2.2 : Présentation de ce plan auprès des autorités pertinents et intégration dans la stratégie									SOFAD, avec appui d'Interpeace



ANNEXE 3 : MATRICE DES RISQUES, DES HYPOTHESES ET DES STRATEGIES DE MITIGATION

Résultat attendu	Description et conséquences du risque associé au résultat Quel est l'impact du risque sur le projet	Probabilité (1 = très improbable, 5 = très probable)	Gravité (1 = faible, 5 = très grave)	Stratégie de mitigation Quelles mesures seront mises en place pour réduire l'impact du risque ?
Objectif spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents liés à la dynamique des groupes armés dans les zones prioritaires				
Résultat spécifique 1 : Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDR communautaire entre les ministères et institutions concernés aux niveaux national et provincial	1. Les ministères et institutions concernées ne s'accordent pas sur le cadre de coopération et présente des positions divergentes face aux propositions des communautés et groupes armés (GA), mettant à mal l'adoption d'une stratégie de DDR consensuelle	3	5	- Le programme mobilisera les acteurs clés qui ont participé dans les processus précédents de cessation d'hostilités ainsi que les autorités compétentes en matière de DDR ; - Des réunions préliminaires pour présenter le projet ainsi que de mise à jour auront lieu de manière régulière avec les acteurs clés afin de les tenir au courant - Un schéma sera proposé et validé au niveau local, provincial et national par la « task force de Coordination »
	2. Une forte rotation dans les représentants des institutions publiques ralentit les négociations	2	3	- Le programme s'assure d'avoir plus d'un interlocuteur au sein des institutions concernées à travers un engagement soutenu des acteurs gouvernementaux (réunions périodiques de mise à jour, conjointes ou internes à chaque institution). De plus, il sera proposé que les membres du comité de pilotage soient nommés afin d'assurer leur participation régulière dans le processus.
	3. Les manipulations politique entravent la mise en œuvre du processus.	3	4	- Interpeace visera à travailler avec les politiciens pour minimiser leurs efforts de manipulation et assurer qu'ils soient inclus dans le processus et qu'ils jouent un rôle positif.



Résultat spécifique 2 : Une stratégie de DDR centrée sur les communautés est conçue, validée et appropriée par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif	4. Covid – 19 : L'action proposée se déroulera dans un contexte affecté par la pandémie COVID-19. Ceci peut avoir de nombreuses conséquences, notamment sur les dynamiques de conflit et de paix, ainsi que sur la volonté politique d'entreprendre un processus national de paix et de réconciliation. De même, ceci pourra avoir des conséquences sur la manière dont l'action proposée sera mise en œuvre.	3	5	- Interpeace et ses partenaires continueront de suivre de près l'évolution de la situation et de respecter les mesures édictées par l'OMS et le gouvernement. Concernant la mise en œuvre, il sera important de travailler de manière flexible et de faire un usage créatif d'outils virtuels. En fonction de l'évolution de la situation, il sera aussi important d'assurer que le lien soit fait entre l'action et la situation liée à la pandémie, notamment pour assurer que les besoins et préoccupations des citoyens soient pris en compte et que les mesures de prévention soient sensibles aux conflits.
	5. Les membres des diverses communautés ont perdu confiance dans les processus de DDR et refusent de s'asseoir ensemble pour dialoguer;	2	5	-Des leaders seront identifiés au sein des communautés (et notamment du Comité de suivi du Cessez-le-feu de Minembwe) pour servir de relais au projet et présenter aux communautés le processus qui sera basé sur leurs priorités, besoins et capacités ; - Les résultats de différentes étapes du processus seront restitués auprès des communautés afin qu'elles soient tenues au courant de l'évolution du processus et éviter qu'il ne soit extractif ; -Des contacts permanents avec les autorités locales et chefs coutumiers seront établis pour renforcer leur confiance dans le programme et assurer leur collaboration ; - Le programme utilisera les mécanismes de dialogue établis pour aborder les sujets sensibles et désamorcer les tensions en mobilisant l'expérience de facilitation de dialogue accumulée à travers les contextes post-conflits à fortes tensions ;
	6. Manque de confiance en Interpeace : Là où Interpeace ne travaille pas encore, les communautés et les acteurs locaux pourraient être méfiants envers un nouvel acteur dans le contexte	2	3	- Interpeace prendra le temps de construire de nouvelles relations, et d'avantage renforcer ses relations existantes, utilisant là où c'est possible et utile ses réseaux de contacts existants ainsi que ses relations positives avec l'Etat afin de renforcer ses relations.



	7. Duplication et confusion entre acteurs de paix travaillant dans la Région mettent à mal le processus : SFCG, CIAP-DRRC et Interpeace ont tous les trois menés des processus de cessation d'hostilités dans les zones prioritaires avec des interlocuteurs parfois différents mais clés dans l'élaboration de cette stratégie DDR.	2	4	<ul style="list-style-type: none"> - La task force constitué des partenaires au programme sera établi afin d'assurer la bonne coordination - Une répartition des taches sera effectuée dans les trois mois de la période de lancement du projet avec désignation d'interlocuteur principal dans les activités prévues par le projet et éventuellement un processus de remise et reprise pour plus d'efficacité et de cohérence ;
	8. Les membres des groupes armés se cantonnent à des revendications spécifiques qui bloquent le processus d'élaboration de la stratégie DDR	4	5	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyant sur les acquis d'Interpeace, de Search for Common Ground et des autres partenaires, le programme identifiera et focalisera ses efforts de négociation sur les membres modérés au sein des groupes armés qui ont la capacité d'influencer et amener les discussions vers un consensus ; - Le programme consacrera le temps nécessaire au dialogue (dans les délais prévus par l'AAP) pour s'assurer du moins de la participation de tous les groupes armés et d'établir des bases de négociation avec les acteurs concernés
	9. Le gouvernement (à travers les institutions concernées) n'adhère pas aux propositions des communautés et/ou des groupes armes	2	5	<ul style="list-style-type: none"> - Un travail de gestion de l'espace politique sera fait au niveau local, provinciale et national par Interpeace, ses partenaires et la « task force de coordination » pour augmenter la confiance des leaders politiques dans les méthodes de dialogue inclusifs et participatifs ; - Des points focaux, notamment du MNS et de la CIAP-DDRC, représentés au sein du comité de pilotage seront associés à toutes étapes du processus afin qu'ils puissent relayer les développements au niveau de Kinshasa et contribuer au soutien et à l'appropriation du gouvernement
	10. Résurgence d'autres groupes armés pendant le processus de développement de la stratégie	3	5	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la mesure du possible, le programme tentera d'inclure dans le dialogue ces acteurs de conflits dans le processus de dialogue pour trouver une résolution pacifique.



	11. Des actes de violences et des attaques des groupes armés contre la population civile affaiblissent l'engagement des communautés dans le processus	3	4	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme mettra la priorité sur la sécurité des participants et collaborera avec les acteurs clés de la région d'implémentation pour trouver des moyens alternatifs pour continuer le dialogue. En cas de surélévation des niveaux d'insécurité, les activités liées au projet pourraient être suspendues pendant un certain temps pour éviter de mettre le personnel ou les parties prenantes en danger. Interpeace planifiera également la formation de l'équipe et de ses partenaires sur les principes de base de la gestion de la sécurité et de la mise en œuvre d'activités dans des zones à risque. - Des mécanismes d'alerte sont établis au travers des leaders communautaires (monitoring et documentation de langages de haine (hate speech), des rumeurs, des tensions intra et intercommunautaires) ; - Une collaboration entre les communautés et les FARDC est renforcée tout au long du processus (dialogue établis entre membres des communautés et forces armées pour analyser les défis, besoins, priorités des uns et des autres, identification de mécanismes de collaboration pour le maintien de la sécurité...) ;
	12. Les leaders communautaires sélectionnés sont perçus comme étant partiels et sont limités dans leurs capacités d'engagement d'acteurs clés	3	3	<ul style="list-style-type: none"> - Les leaders communautaires seront identifiés à travers des consultations communautaires et des critères de sélection qui garantiront leurs capacités à engager dans le processus ;
	13. Les leaders communautaires sélectionnés subissent des pressions sociales et politiques dans les enjeux de gains de cause/pouvoir	3	3	<ul style="list-style-type: none"> - Des séances d'échange et d'évaluation (par observation, interviews etc.) seront organisées pour équiper les leaders de stratégies de mitigation ou les décharger de leurs responsabilités si nécessaire ;
	14. Perte progressive de légitimité des différents acteurs engagés dans le processus de négociation des aspects constitutifs de la stratégie DDR	3	3	<ul style="list-style-type: none"> - Des analyses de contexte et mise à jour de la cartographie des acteurs seront menées afin de s'assurer de la participation de toutes les voix et sensibilités susceptibles d'impacter le processus ;



	15. Manque d'investissement de ressources pour l'implémentation de la stratégie élaborée	2	3	- Le programme engagera d'autres partenaires techniques et financiers de la région autour des résultats du processus d'élaboration de la stratégie DDR afin qu'ils soutiennent sa mise en œuvre dans le moyen et long terme ;
Résultat spécifique 3 : Un projet pilote, ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psycho-sociale et économique et renforce la cohésion sociale	16. Les communautés de la zone ciblée perçoivent le projet comme favorisant les entrepreneurs de la violence et rejettent la réintégration des anciens combattants	3	3	- Le soutien de la communauté sera un critère important lors de la sélection de la zone cible ; - Le programme, directement et/ou par le biais du Comité de suivi de Cessez-le-feu et le comité local d'appui, engagera régulièrement la communauté pour les sensibiliser, obtenir leurs contributions et retours, ne pas créer de fausses attentes et les tenir au courant de l'évolution du processus. Il sera notamment important que le ciblage des bénéficiaires directs soit fait de manière participative et transparente.
	17. Un trop grand nombre de personnes souhaitant mais ne peuvent pas faire partie du projet étant donné le nombre limité de places	3	2	- Le programme développera des critères de sélection rigoureux et les communiquera clairement (en plus de communiquer qu'il s'agit d'un projet pilote) ; - Le programme pourra développer une liste d'autres opportunités et les communiquer aux personnes ayant souhaités faire partie du projet ; - En fonction de la demande, le programme pourra conserver les détails des personnes ayant souhaités faire partie du projet et les conserver en vue d'une deuxième phase du projet ;
	18. Les membres du projet pilote (anciens démobilisés et les jeunes de la communauté), en coordination avec les autorités pertinentes, ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les approches et initiatives de réintégration	3	2	- Une attention particulière sera portée sur la sensibilisation des membres du projet sur le DDR-C et la consolidation de la paix, ainsi que le renforcement de leurs compétences émotionnelles, sociales et exécutives afin de contribuer à leur volonté de travailler ensemble ; - Pour assurer l'engagement et l'appropriation du projet pilote par l'ensemble des participants, ils seront des membres à part entière et participeront activement à sa conception et sa mise en œuvre ; - Le programme impliquera régulièrement les autorités locales, provinciales et nationales afin d'assurer leur soutien au projet pilote ;
	19. L'attentisme de la communauté les amène à proposer des faux cas des ex combattants pour enfin		4	- Un processus de vérification des cas sera mis en place à travers les leaders communautaires, les réseaux de protection existants et les autorités



	bénéficiaire de l'assistance (les actions de la réintégration)			- Une étude des besoins des ex combattants sera menée à l'avance pour comprendre leurs motivations et éviter que seule l'attente les pousse à adhérer au programme
Objectif spécifique 2 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.				
Résultat spécifique 4 : Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés, elles sont équipées et soutenues par la communauté pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire	20. Les femmes n'ont pas foi dans leurs capacités à porter un réel changement	3	5	- Le programme s'appuiera sur les actrices de paix actives dans les zones prioritaires pour mobiliser les autres femmes ; - Interpeace et les partenaires partageront les expériences observées dans des contextes post-conflits dans lesquels les femmes ont joué un rôle central pour le retour à la stabilisation afin de dynamiser leur participation au processus DDR ;
	21. Les besoins et priorités des femmes sont marginaux dans le processus et les hommes ne voient pas la nécessité d'inclure les femmes dans le processus	1	4	- IP et ses partenaires veilleront à ce que les besoins, les priorités et les préoccupations des femmes soient pris en compte et à ce qu'il y soit donné suite tout au long du processus en concevant des outils de suivi et d'évaluation adéquats ; - Tout au long du programme, les hommes seront sensibilisés quant à l'importance de la participation des femmes en tant que parties prenantes aux conflits.
	22. Les conditions logistiques de réunion (lieu, heure etc.) entravent la participation des femmes	1	3	- IP et ses partenaires veilleront à ce que les conditions soient réunies pour une participation optimale des femmes ciblées, entre autres : choisir des heures de faible activité, des lieux accessibles et avec aménagements qui peuvent permettre l'accueil d'enfants de bas âge etc.
Gestion et coordination du programme				
Ressource humaines	23. Le processus de recrutement et/ou de formation du personnel de mise en œuvre du projet prend beaucoup de temps sur la période d'implémentation	2	3	- Interpeace formulera des termes de référence et procédera à un exercice de pré-recrutement en prévision de l'approbation du financement du projet afin d'assurer une bonne gestion de temps.
Gestion financière	24. Risques de fraudes ou de mauvaise gestion des fonds alloués	1	4	- Interpeace assurera un suivi financier fréquent pour s'assurer que les activités du programme soient menées de manière rentable et que les moyens d'intervention soient efficaces. Interpeace est doté de systèmes rigoureux de gestion financière décentralisée permettant une gestion des dépenses transparente et en phase avec les accords entre Interpeace et ses bailleurs. Les risques de fraudes



				sont minimisés par les systèmes de contrôle interne, le partage de responsabilités (double signataire sur les comptes bancaires) et des audits interne et externes réguliers.
La durée du programme	25. La courte durée du programme ne permet pas d'atteindre les résultats escomptés	2	5	- Compte tenu de la complexité et la volatilité du contexte, d'assurer la confiance, l'inclusion et la collaboration dans un tel processus demandera des efforts soutenus et considérables d'engagement des acteurs concernés. Dès lors, en nous appuyant sur notre expérience et contacts existants, nous mettrons l'accent sur la communication et travailleront à renforcer la compréhension mutuelle par le biais du dialogue et de l'écoute tout en étant sensible au contexte et en créant des espaces sûrs et des lieux accessibles à tous.

Certificate Of Completion

Envelope Id: AB130D03A2EE48E6B9040B56EEDC04AD	Status: Completed
Subject: Please DocuSign: no number_1 FTR_Interpeace.pdf, no number-PRODOC SK-Interpeace.pdf	
Source Envelope:	
Document Pages: 59	Signatures: 3
Certificate Pages: 5	Initials: 0
AutoNav: Enabled	Envelope Originator:
Envelopeld Stamping: Enabled	Caitlin Hannahan
Time Zone: (UTC-08:00) Pacific Time (US & Canada)	One United Nations Plaza
	New York, NY 10017
	caitlin.hannahan@one.un.org
	IP Address: 102.135.176.55


Record Tracking

Status: Original	Holder: Caitlin Hannahan	Location: DocuSign
10/1/2020 6:17:35 AM	caitlin.hannahan@one.un.org	

Signer Events

Signature	Timestamp
Renée Larivière lariviere@interpeace.org Sr Director of Programmes Interpeace Security Level: Email, Account Authentication (None)	Sent: 10/1/2020 7:12:02 AM Viewed: 10/1/2020 7:16:06 AM Signed: 10/1/2020 7:22:05 AM Freeform Signing
Signature Adoption: Pre-selected Style Using IP Address: 213.173.160.130	

Electronic Record and Signature Disclosure:
 Accepted: 10/1/2020 7:16:06 AM
 ID: 75bdc68e-1e32-42fe-8b71-a46cab9cb3a8

Simon Gimson gimson@interpeace.org Vice President/COO Security Level: Email, Account Authentication (None)	 Signature Adoption: Drawn on Device Using IP Address: 213.173.160.130	Sent: 10/1/2020 7:22:16 AM Viewed: 10/2/2020 5:14:17 AM Signed: 10/2/2020 5:17:18 AM Freeform Signing
---	---	--

Electronic Record and Signature Disclosure:
 Accepted: 10/2/2020 5:14:17 AM
 ID: aa00e0cf-a233-4a2b-baf2-eaf4c2e056ab

In Person Signer Events

Signature	Timestamp
-----------	-----------

Editor Delivery Events

Status	Timestamp
--------	-----------

Agent Delivery Events

Status	Timestamp
--------	-----------

Intermediary Delivery Events

Status	Timestamp
--------	-----------

Certified Delivery Events

Status	Timestamp
--------	-----------

Carbon Copy Events

Status	Timestamp
Kloé Tricot O'Farrell tricotofarrell@interpeace.org Security Level: Email, Account Authentication (None)	Sent: 10/2/2020 5:17:27 AM

COPIED

Electronic Record and Signature Disclosure:
 Not Offered via DocuSign

Witness Events

Signature	Timestamp
-----------	-----------

Notary Events	Signature	Timestamp
----------------------	------------------	------------------

Envelope Summary Events	Status	Timestamps
--------------------------------	---------------	-------------------

Envelope Sent	Hashed/Encrypted	10/2/2020 5:17:27 AM
Certified Delivered	Security Checked	10/2/2020 5:17:27 AM
Signing Complete	Security Checked	10/2/2020 5:17:27 AM
Completed	Security Checked	10/2/2020 5:17:27 AM

Payment Events	Status	Timestamps
-----------------------	---------------	-------------------

Electronic Record and Signature Disclosure

ELECTRONIC RECORD AND SIGNATURE DISCLOSURE

From time to time, United Nations Development Program (we, us or Company) may be required by law to provide to you certain written notices or disclosures. Described below are the terms and conditions for providing to you such notices and disclosures electronically through the DocuSign system. Please read the information below carefully and thoroughly, and if you can access this information electronically to your satisfaction and agree to this Electronic Record and Signature Disclosure (ERSD), please confirm your agreement by selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

Getting paper copies

At any time, you may request from us a paper copy of any record provided or made available electronically to you by us. You will have the ability to download and print documents we send to you through the DocuSign system during and immediately after the signing session and, if you elect to create a DocuSign account, you may access the documents for a limited period of time (usually 30 days) after such documents are first sent to you. After such time, if you wish for us to send you paper copies of any such documents from our office to you, you will be charged a \$0.00 per-page fee. You may request delivery of such paper copies from us by following the procedure described below.

Withdrawing your consent

If you decide to receive notices and disclosures from us electronically, you may at any time change your mind and tell us that thereafter you want to receive required notices and disclosures only in paper format. How you must inform us of your decision to receive future notices and disclosure in paper format and withdraw your consent to receive notices and disclosures electronically is described below.

Consequences of changing your mind

If you elect to receive required notices and disclosures only in paper format, it will slow the speed at which we can complete certain steps in transactions with you and delivering services to you because we will need first to send the required notices or disclosures to you in paper format, and then wait until we receive back from you your acknowledgment of your receipt of such paper notices or disclosures. Further, you will no longer be able to use the DocuSign system to receive required notices and consents electronically from us or to sign electronically documents from us.

All notices and disclosures will be sent to you electronically

Unless you tell us otherwise in accordance with the procedures described herein, we will provide electronically to you through the DocuSign system all required notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you during the course of our relationship with you. To reduce the chance of you inadvertently not receiving any notice or disclosure, we prefer to provide all of the required notices and disclosures to you by the same method and to the same address that you have given us. Thus, you can receive all the disclosures and notices electronically or in paper format through the paper mail delivery system. If you do not agree with this process, please let us know as described below. Please also see the paragraph immediately above that describes the consequences of your electing not to receive delivery of the notices and disclosures electronically from us.

How to contact United Nations Development Program:

You may contact us to let us know of your changes as to how we may contact you electronically, to request paper copies of certain information from us, and to withdraw your prior consent to receive notices and disclosures electronically as follows:

To contact us by email send messages to: olivier.simah@undp.org

To advise United Nations Development Program of your new email address

To let us know of a change in your email address where we should send notices and disclosures electronically to you, you must send an email message to us at olivier.simah@undp.org and in the body of such request you must state: your previous email address, your new email address. We do not require any other information from you to change your email address.

If you created a DocuSign account, you may update it with your new email address through your account preferences.

To request paper copies from United Nations Development Program

To request delivery from us of paper copies of the notices and disclosures previously provided by us to you electronically, you must send us an email to olivier.simah@undp.org and in the body of such request you must state your email address, full name, mailing address, and telephone number. We will bill you for any fees at that time, if any.

To withdraw your consent with United Nations Development Program

To inform us that you no longer wish to receive future notices and disclosures in electronic format you may:

- i. decline to sign a document from within your signing session, and on the subsequent page, select the check-box indicating you wish to withdraw your consent, or you may;
- ii. send us an email to olivier.simah@undp.org and in the body of such request you must state your email, full name, mailing address, and telephone number. We do not need any other information from you to withdraw consent.. The consequences of your withdrawing consent for online documents will be that transactions may take a longer time to process..

Required hardware and software

The minimum system requirements for using the DocuSign system may change over time. The current system requirements are found here: <https://support.docusign.com/guides/signer-guide-signing-system-requirements>.

Acknowledging your access and consent to receive and sign documents electronically

To confirm to us that you can access this information electronically, which will be similar to other electronic notices and disclosures that we will provide to you, please confirm that you have read this ERSD, and (i) that you are able to print on paper or electronically save this ERSD for your future reference and access; or (ii) that you are able to email this ERSD to an email address where you will be able to print on paper or save it for your future reference and access. Further, if you consent to receiving notices and disclosures exclusively in electronic format as described herein, then select the check-box next to ‘I agree to use electronic records and signatures’ before clicking ‘CONTINUE’ within the DocuSign system.

By selecting the check-box next to ‘I agree to use electronic records and signatures’, you confirm that:

- You can access and read this Electronic Record and Signature Disclosure; and
- You can print on paper this Electronic Record and Signature Disclosure, or save or send this Electronic Record and Disclosure to a location where you can print it, for future reference and access; and
- Until or unless you notify United Nations Development Program as described above, you consent to receive exclusively through electronic means all notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you by United Nations Development Program during the course of your relationship with United Nations Development Program.